

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°4

JANVIER-FÉVRIER 1984

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

L'Institut Kurde s'agrandit : une section allemande vient de se créer à BONN.

La communauté kurde vient de subir une grande perte, en la personne de Tawfiq Wahby, qui est décédé à Londres, le 5 janvier, à l'âge de 93 ans. C'était l'un des membres fondateurs de l'Institut Kurde.

Sean Mac Bride, prix Nobel de la Paix en 1974, nous a fait l'honneur de visiter l'Institut, manifestant ainsi son intérêt et son soutien à la cause kurde.

Enfin, dans quelques semaines, commencera la célébration du Nouvel An kurde. L'Institut organisera une fête, le 18 mars prochain, à Paris.

- SOMMAIRE - LA SECTION ALLEMANDE DE L'INSTITUT KURDE
- LA DISPARITION D'UN GRAND ECRIVAIN ET LINGUISTE KURDE
 - SEAN MAC BRIDE REND VISITE A L'INSTITUT KURDE
 - NEWROZ
 - EXPOLANGUES
 - PROGRAMME DES ACTIVITES ET ANIMATION
 - LES DERNIERS LIVRES PARUS - LES ETUDES UNIVERSITAIRES
 - COLONIE DE VACANCES
 - LA REVUE DE LA PRESSE

SECTION
ALLEMANDE
DE
L'INSTITUT KURDE

Lors de la fondation à Paris de l'Institut Kurde, en février 1983, il avait été prévu de créer, dès que les circonstances s'y prêteraient, des sections de l'Institut dans les divers pays européens où résident des Kurdes.

C'est désormais chose faite en Allemagne Fédérale. Depuis plus d'un mois, les locaux de la section allemande de l'Institut sont en cours d'aménagement. L'inauguration officielle aura lieu à la fin du mois de mars.

La section allemande de l'Institut Kurde a été créée avec l'accord et l'aide du gouvernement d'Allemagne Fédérale et de la Croix Rouge allemande, soucieux de donner aux réfugiés politiques (actuellement 2 300) et aux demandeurs d'asile (30 000) kurdes en Allemagne les mêmes avantages qu'aux réfugiés d'autres nationalités.

Le premier objectif de l'Institut à Bonn sera d'apporter toute l'aide possible dans les domaines juridique, social et culturel à cette population qui connaît de graves problèmes d'adaptation et d'intégration dans un pays dont peu connaissent la langue.

La publication de MIZGIN, revue bilingue, en collaboration avec la Croix Rouge allemande, va dans ce sens. Doivent paraître également dans les prochains jours des brochures d'information pratique, en langue kurde, destinées aux Kurdes qui s'adressent aux centres régionaux de la Croix Rouge ou qui se rendent dans des dispensaires et autres centres de soin. La première à être publiée traitera des premiers secours, ou secours d'urgence, et pourra servir de support pour les cours de secourisme destinés aux immigrés, auxquels participeront des Kurdes. La seconde brochure aura pour thème le système d'éducation en R.F.A. Une autre, en préparation, abordera le problème de la grossesse.

A l'Institut même se tiendra une permanence juridique et sociale qui fournira conseils et informations aux Kurdes sur tous les problèmes qui se posent à eux quotidiennement. Enfin, dès que le nombre d'inscrits sera suffisant, des cours d'allemand débiteront à l'Institut.

La section allemande se consacrera d'autre part au maintien, à l'enrichissement et à la diffusion de la culture kurde dans les milieux immigrés. A cette fin, elle envisage d'organiser régulièrement des manifestations culturelles et artistiques dans diverses villes d'Allemagne, et mettra en place des activités permanentes d'animation et de formation. Au siège même de l'Institut, une grande salle permet dès maintenant l'organisation d'expositions de photos ou d'objets d'artisanat.

Le rôle de la section allemande est également d'assurer à travers la très forte communauté kurde immigrée en Allemagne (300 000 personnes environ) la diffusion des publications en langue kurde de l'Institut.

LA DISPARITION DE TAWFIQ WAHBY

Tawfiq Wahby, écrivain et linguiste, l'un des membres fondateurs de l'Institut Kurde, est décédé, le 5 janvier 1984, à Londres, à l'âge de 93 ans.

Né en 1891 à Suleymaniyé, il fut officier dans l'armée ottomane, puis dans l'armée irakienne, avant de devenir gouverneur de Suleymaniyé, en 1930, et, de 1944 à 1958, ministre, sénateur, puis membre de la Chambre Haute du Gouvernement.

Il quitta l'Irak en 1958 pour s'installer à Londres, où il demeura jusqu'à sa mort, poursuivant en exil son intense activité intellectuelle. Après une cérémonie intime d'adieux, réunissant à son domicile londonien sa famille et ses amis, où l'Institut était représenté par son président, le corps de l'écrivain disparu a été envoyé au Kurdistan irakien où, suivant son désir, il a été inhumé à Pîre Megrîn.

Tawfiq Wahby parlait le kurde (dont il connaissait les différents dialectes), le turc, l'arabe, le persan, l'anglais, le français, l'allemand. Spécialiste des langues iraniennes anciennes, il a publié de nombreux ouvrages sur la langue kurde, dont une grammaire, un dictionnaire arabe/kurde, un dictionnaire kurde/anglais, une étude sur les dialectes kurdes, premier essai d'analyse scientifique des dialectes et de leurs inter-relations. Il est également l'auteur d'ouvrages sur les anciennes religions des Kurdes, sur l'étymologie, la philologie, etc. Son dernier article, écrit quelques semaines avant sa mort, est une étude linguistique publiée dans notre revue Hêvî. Avec Tawfiq Wahby, c'est un grand savant, l'un des plus fins lettrés kurdes qui disparaît.

**SEAN MAC BRIDE
UN VISITEUR
DE MARQUE**

Sean Mac Bride, prix Nobel de la Paix en 1974, Prix Lénine de la Paix en 1977, a été l'un des champions de l'indépendance irlandaise, pour laquelle il a combattu des années durant. Il n'a cessé de militer, au sein des organismes internationaux et dans son propre pays, pour les droits de l'homme, pour la liberté des peuples opprimés, pour les droits des nations minoritaires.

Lors de sa visite amicale à l'Institut Kurde, il a tenu à manifester son soutien et sa sympathie pour la nation kurde dans son ensemble et a souligné l'importance du combat culturel pour la survie d'une nation.

**NEWROZ
LE NOUVEL AN KURDE**

Le Nouvel An, la fête du Printemps est traditionnellement célébrée au Kurdistan. L'Institut Kurde fêtera Newroz le 18 mars, dans la salle du Cirque d'Hiver, à Paris. Au programme, musique, chants et danses, ainsi qu'un buffet kurde.

EXPOLANGUES

L'Institut Kurde a participé à Expolangues, deuxième "Semaine Internationale des Langues et Cultures", qui s'est tenue au Grand Palais, à Paris, du 26 au 30 janvier, et a regroupé organismes officiels, universités, éditeurs, associations, ayant pour vocation l'étude, le développement, la diffusion des langues.

**PROGRAMME
DES ACTIVITES
ET ANIMATION**

Le 19 février, à l'Institut, l'atelier de femmes organise une fête des enfants. Une exposition de dessins d'enfants est prévue, une projection de dessins animés, ainsi qu'une chorale d'enfants, une distribution de cadeaux et un buffet.

Des musiciens viendront animer la fête. Parents et enfants sont invités à venir nombreux.

Le 26 février, dans le cadre de nos activités "Connaissance du Tiers-Monde", la journée sera consacrée à la Guadeloupe, avec la projection d'un film sur les Antilles et une représentation du groupe musical de Guy Konket, compositeur de "gro'ka", musique des esclaves antillais, et symbole de leur résistance à l'oppression.

Dimanche 4 mars, journée de commémoration, à la mémoire de Tawfiq Wahby, avec projection d'un film documentaire et un débat.

UNE EQUIPE
DE FOOT-BALL

Depuis janvier, une équipe de football "Kurdistan Spor" s'entraîne, afin de défendre les couleurs kurdes dès l'année prochaine aux championnats de France de foot-ball. L'équipe a disputé son premier match le 4 février.

COLONIE
DE VACANCES

Pour les enfants de 6 à 12 ans, l'Institut organisera au mois d'août une colonie de vacances, dans le Vercors. Les personnes intéressées peuvent, dès maintenant, prendre contact, soit pour inscrire leurs enfants, soit pour apporter leur aide.

LES LIVRES
ET PUBLICATIONS
RECENTES

"Brève Histoire des Kurdes et du Kurdistan", de Mohamed D. Amin Zaki. Réédition, en arabe, Cet ouvrage, qui retrace l'histoire des Kurdes, de l'Antiquité à nos jours, a été publiée pour la première fois, en kurde (caractères arabes), à Bagdad, 1931.

"Dim-Dim". Réédition du célèbre roman, paru en 1966, de l'écrivain kurde d'U.R.S.S. Ereb Şemo. Roja Nû, Stockholm.

Enfin, quelques livres pour enfants :

"Belê Lotta kare bajo", traduction du livre d'Astrid Lindgren. Çapxana Kurd, Stockholm.

"Kino digot "Alikarî bikim". Inger û Losse Sandberg. Traduit du suédois. Çapxana çanda Kurd. Stockholm.

Une série d'études universitaires, traitant de la question kurde, viennent de paraître :

- Thèse de 3e cycle, Paris IV. "La confrérie des Naqsbendis au Kurdistan au XIXe siècle", de Halkawt Hakim.
- Mémoire de D.E.A. "Aperçu documentaire sur les positions des organisations politiques iraniennes vis à vis de la question kurde 1979-1982." Nasrine Zamanî. Paris IV.
- Mémoire de maîtrise, Paris X. "Naissance du mouvement national kurde en Iran". Mohseni-Sadjadi Chirine.
- "Contribution à l'étude des Partis politiques kurdes et leur implantation à l'étranger". Christiane More. Mémoire présenté à Paris IV.

A signaler : La revue ENCUENTRO ISLAMO-CRISTIANO, Madrid, Espagne, a publié un numéro spécial, consacré à la question kurde : "Los Kurdos, esos olvidados".

MEDIAS

Télé-Luxembourg a diffusé le 8 janvier dernier un film documentaire sur l'Institut Kurde de Paris.

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, des disques et des cassettes. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-dessous, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat.

LIVRES	<i>LES KURDES, de Basile Nikitine</i>	105 F
	<i>LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspéro</i>	35 F
	<i>PEOPLE WITHOUT A COUNTRY, ouvrage collectif (en anglais)</i>	65 F
	<i>LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE, de I.C. Vanly</i>	90 F
	<i>LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de Chris Kutschera</i>	145 F
	<i>LETTRE A L'UNESCO, de Beşikçi (en turc)</i>	20 F
	<i>MA VIE DE KURDE, de Nouredine Zaza</i>	70 F
	<i>LES CHAMPS DE YUREGHIR, de Y. Güney</i>	85 F
	<i>GRAMMAIRE KURDE, de C. Bedir Khan et R. Lescot</i>	125 F
	<i>MANUEL DE KURDE SORANI, de Joyce Blau</i>	80 F
	<i>ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE</i>	35 F
DISQUES	<i>KURDISH MUSIC I (UNESCO)</i>	80 F
	<i>TEMO, BARDE DU KURDISTAN</i>	70 F
	<i>CHANTS ET MUSIQUES DU KURDISTAN, groupe KOMA ZOZAN</i>	55 F
	<i>YOL, Musique originale du film</i>	55 F
	<i>LE MUR, Musique originale du film</i>	55 F
CASSETTES	<i>ŞIVAN</i>	35 F
	<i>ZILFI</i>	35 F
	<i>ŞIRIN</i>	35 F
	<i>CWAN</i>	35 F
	<i>FEQIYE TEYRA</i>	35 F
	<i>BERTI WARGER</i>	35 F
	<i>BIRINDAR</i>	35 F
	<i>GULISTAN</i>	35 F
CARTES - AFFICHES	<i>Cartes postales couleur</i>	2 F
	<i>Cartes postales noir et blanc</i>	1 F
	<i>Affiches de l'Exposition</i>	30 F
BROCHURES - REVUE	<i>Mizgin (n° 1)</i>	15 F
	<i>Dossier de l'Institut</i>	10 F
	<i>Bulletin de l'Institut (numéros précédents)</i>	15 F

Une série de publications et revues en langue kurde sont disponibles. La liste vous en sera communiquée sur demande. Les prix des livres importés sont soumis aux fluctuations des changes.

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

Poésie

- Cigerxwîn, "Ronak" (Dîwan 4)	35 FF
- " " "Zend-Avîsta" (Dîwan 5)	35 FF
- " " "Şefak" (Dîwan 6)	35 FF
- " " "Hêvî" (Dîwan 7)	35 FF
- Firat Cewerî, "Dê Şêrîne"	25 FF

Livres d'enfants

- M.E. Bozarslan "Meyro"	35 FF
- " " "Mêr Zoro"	35 FF
- " " "Gurê Bilurvan"	35 FF
- " " "Alfabe"	50 FF
- M. Baksî, "Keça kurd Zozan"	35 FF
- " " "Zarokên Ihsan"	35 FF
- A. Lindgren, I. Wikland, "Belê Lotta kare bajo"	35 FF
- G. Bergstrom "Ma tu tirsonek î Alfons Oberg"	35 FF
- L. Ferick, J. Carlbränd "Ma gakiwî kûçikan dixwin"	35 FF
- " " "Kino digot "Alikarî bikim"	35 FF
- " " "Alfonsê şîr"	35 FF

Périodiques

Hêlîn (Revue pour enfants) - N° 1 à 8	10 FF
Hêvî " " - N° 1 à 11	10 FF
Kulîlk " " - N° 1 à 11	10 FF
Roja Nû (Revue artistique et culturelle) N° 1 à 3	20 FF
Tîrêj " " " N° 2 à 4	20 FF

Roman

- Ereb Şemo "Dim-Dim"	25 FF
-----------------------	-------

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de 50 F, représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE **HÊVÎ** (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de HÊVÎ, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6\$ (pour l'étranger).

Je souhaite souscrire abonnements à HÊVÎ (2numéros par an), pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE **Etudes Kurdes** (revue bilingue arabo-persane)

Je souhaite recevoir exemplaires de ETUDES KURDES, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6 \$ (pour l'étranger).

Je souhaite souscrire abonnements à ETUDES KURDES (2 numéros par an). pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS.

NOM :

ADRESSE :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Midi Occidental

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**

DIE BRÜCKE

LYON MATIN

Die Grüner

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÊ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

Le Monde

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

La nation kurde toujours à naître

Depuis des millénaires, les Kurdes luttent pour affirmer leur existence. Aujourd'hui répartis sur cinq pays, ils doivent se battre séparément face à des adversaires très différents.

Un peuple sans Etat au Proche-Orient. On pense, bien sûr, immédiatement aux Palestiniens. C'est oublier un peu vite les Kurdes. Ce peuple de combattants des montagnes entre Méditerranée et golfe Persique qui, bien que ne faisant pas la « Une » de l'actualité, poursuit un combat incessant pour la reconnaissance de son identité. Durement réprimés par le pouvoir militaire de Turquie, assaillis par les troupes de l'imam Khomeiny, les Kurdes, écartelés entre cinq pays, ne déposent jamais les armes. Dans le conflit qui oppose l'Irak et l'Irak et qui entre dans sa quatrième année, ils constituent le troisième front. Partout, ils luttent pour leur autonomie, convaincus de leurs droits nationaux. Car, un jour, les Alliés leur avaient promis un pays...

Dix août 1920 : signature du traité de Sèvres entre la Turquie et les Alliés. Les diplomates pansent les plaies du monde après la terrible Grande Guerre. Sur les décombres de l'Empire ottoman vaincu, Français et Anglais ébauchent une nouvelle géographie proche-orientale. Fugitivement, apparaît un Etat : le Kurdistan. Fugitivement, car les Kurdes ne verront jamais naître leur pays. La renaissance de la Turquie sous la bannière ultra-nationaliste de l'Atatürk mettra un terme au rêve du peuple des montagnes. En 1923, pourtant, lors du traité de Lausanne, la Turquie, qui conservait une grande partie du Kurdistan, s'était engagée à respecter les libertés culturelles, religieuses et politiques des Kurdes. Mais, dès l'année suivante, elle interdisait aux Kurdes l'usage de leur langue, pourchassant et déportant leurs chefs. Une année encore et le soulèvement kurde en vue d'un Etat autonome était durement réprimé. Moins de cinq ans après le traité de Sèvres, la réalité d'un Etat kurde s'effaçait. Les montagnards retournaient à leur histoire millénaire faite de résistance à tous les pouvoirs, de répressions, de luttes internes et d'indifférence.

Soixante années après, rien n'a changé. Répartis entre la mer Méditerranée et le golfe Persique sur quelque 530 000 km², citoyens de cinq pays — Turquie, Syrie, U.R.S.S., Irak et Iran (voir carte et en-



Simonpietri (Sygma)

Un groupe de peshmergas kurdes en Irak

cadre) — les Kurdes (qui sont aujourd'hui 20 millions) poursuivent leurs luttes au sein des nations en tant que minorité ethnique aspirant à un Etat. Toujours dans la totale indifférence et toujours — frontières obligent — dans la division des moyens et des objectifs.

En Turquie : de nombreux groupuscules

Au long des décennies et au gré des circonstances, des foyers de révolte se sont allumés ou se sont éteints en Turquie, en Irak, en Iran, au nom d'une identité qui, dans le secret de ses montagnes, se refuse à mourir. La condition des Kurdes variant d'un temps à un autre, d'un pays à l'autre, il est malaisé d'en faire le tour. Bien adoptés en Syrie, où ils sont relativement peu nombreux, regroupés dans la région d'Alep ; habitants d'une « région autonome » en Irak depuis 1974, les Kurdes, protagonistes de guerres oubliées parmi les guerres oubliées, se battent sur des fronts multiples.

En Turquie, le mot « kurde » a, à nouveau, disparu du vocabulaire depuis 1980 avec l'arrivée des militaires au pouvoir. Et, pourtant, 10 millions d'habitants de ce pays y ont là leurs origines. Le pouvoir d'Ankara, reprenant les expressions déjà employées par l'Atatürk en 1925, préfère parler de « séparatistes », les Kurdes n'étant que des « Turcs montagnards ayant oublié leur langue maternelle ».

Il est vrai que, pour les y aider, les militaires n'ont pas hésité à débaptiser les noms de villages et de villes de ces « Anatoliens de l'Est » et à faire régner dans ces régions la loi d'Ankara par la terreur. Fin mai, au terme d'un gigantesque procès long de deux ans intenté à 572 membres présumés du *Parti des travailleurs kurdes*, la principale organisation séparatiste clandestine en Turquie, un verdict sans pitié tombait : 35 condamnations à mort, 28 détentions à perpétuité et 331 autres condamnations. Le mois dernier, le même scénario tragique se répétait : le 9 novembre, 26 Kurdes de ce même parti étaient condamnés à mort, déclarés cou-

CROISSANCE DES JEUNES NATIONS

(suite)

pables de « meurtres, vols à main armée, attentats visant à établir un régime marxiste en Turquie. » Si l'on ajoute à cela le quadrillage de sinistre mémoire des régions kurdes réalisé entre 1975 et 1980 dans le cadre de la lutte anti-terroriste, à 1 000 km à l'est d'Ankara, et le « droit de poursuite » effectué par l'armée turque en territoire irakien, avec l'accord de Bagdad, pendant deux semaines en juin dernier, on réalise les conditions précaires que connaissent les Kurdes en Turquie.

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 a mis fin brutalement aux activités des politiques d'opposition. Au premier rang de celles-ci, la lutte des autonomistes kurdes qui, dans les années 70, avaient peu à peu structuré leurs organisations sur un même objectif ; l'indépendance du Kurdistan turc, tout en offrant un large éventail idéologique, de la droite à l'extrême-gauche.

Cependant, peu avant le coup d'Etat, ces multiples groupes et groupuscules butaient sur d'indéniables difficultés. Les nationalistes, en particulier ceux d'obédience socialiste et marxiste, se voyaient de plus en plus coupés de leur base, en l'absence de réelle classe ouvrière au Kurdistan. Avant tout rural, le monde kurde de Turquie n'offrait que peu de prise aux discours révolutionnaires enflammés de ces leaders, le plus souvent intellectuels. Loin de l'autonomie, les vrais problèmes de la grande masse kurde de l'Est anatolien s'appelaient — et s'appellent encore — misère, malnutrition, mortalité infantile et analphabétisme.

En Irak : une région autonome

Dans le pays voisin, l'Irak, les Kurdes, évalués à trois millions ont, eux aussi, connu des décennies difficiles alimentées par les rivalités internes, au gré des accords et désaccords de Bagdad et de Téhéran. Menés par le général Barzani, les Kurdes luttent, après la seconde guerre mondiale, tour à tour contre et aux côtés du pouvoir irakien. Exilé en 1947 en U.R.S.S., après avoir lutté contre la monarchie, le général kurde regagne l'Irak en 1958, après que le général Kassem eut instauré la République.

Les Kurdes d'Irak jouissent alors de tous leurs droits reconnus mais, dès 1961, le *Parti démocratique kurde*, lâché par Moscou, doit rentrer dans la clandestinité. Basés sur la frontière avec l'Iran, les Kurdes connaîtront alors une très longue et meurtrière guerre d'usure contre le pouvoir baasiste de Bagdad.

En 1970, au terme de nombreuses flambées de violence et après un accord, l'Irak



Reza (Sipa Press)

En 1979, dans le Kurdistan iranien, les habitants de Marivan se regroupent à l'extérieur de la ville occupée par les gardiens de la révolution.

reconnait l'autonomie relative des Kurdes. Mais l'accalmie n'est que de courte durée. Les combats reprennent, l'Irak du shah soutenant les *peshmergas* kurdes irakiens contre les armées de Bagdad, soutenues par Moscou.

L'accord d'Alger, signé en 1975 entre l'Iran et l'Irak, viendra bousculer ce précaire équilibre. Le shah promet alors de ne plus soutenir les Kurdes d'Irak et, par centaines de milliers, les Kurdes irakiens passent la

frontière vers l'Iran pour échapper au régime de Bagdad. Dès lors, les mouvements kurdes autonomistes ou séparatistes du Kurdistan irakien éclatent en branches multiples. Ce foisonnement est volontiers exploité et soutenu par la Syrie, le pays-frère ennemi de l'Irak. Des *peshmergas* kurdes irakiens, soutenus par Damas, luttent contre le pouvoir de Bagdad à partir du sanctuaire kurde d'Iran. Sanctuaire lui-même menacé par les armées du shah. En découle un imbroglio politico-ethnique difficilement cernable, où les luttes fratricides succèdent aux querelles intestines, tandis qu'en Irak même la région autonome créée en 1974 est en permanence sous la pression de l'armée.

La révolution iranienne, puis la guerre entre l'Irak et l'Iran vont encore compliquer l'évolution de la situation des Kurdes de part et d'autre de la frontière, certaines factions kurdes irakiennes recevant de l'aide de Téhéran, tandis que Bagdad assurait de son soutien discret le *Parti démocratique kurde* iranien.

En Iran : illusions et désillusions

Illusions, désillusions : les Kurdes d'Iran, tout comme leurs frères de Turquie ou d'Irak, ont vécu alternativement dans ces deux sentiments depuis que, au lendemain de la première guerre mondiale, le général Reza Khan, fondateur de la dynastie des Pahlavi, a assis son pouvoir persan. Les méthodes brutales du premier shah d'Iran, qui voulait bâtir un pays moderne, brisèrent cette antique alliance. Le nouvel empereur confisque les terres, déporte par villages entiers et encourage ainsi, contre son gré, les premières manifestations d'un sentiment nationaliste kurde iranien. Sentiment qui aboutira, en 1946, alors que l'Iran est

Deux langues et trois alphabets

Deux langues et trois alphabets. La diversité du territoire kurde, son étendue, sa configuration géographique et physique expliquent aisément de grandes différences entre un Kurde des montagnes du Taurus de Turquie et un Kurde du littoral iranien du golfe Persique.

Ces singularités concernent principalement le parler kurde. En simplifiant, celui-ci comprend deux principaux dialectes : le kurmanji au nord, dans l'ancienne zone d'influence de l'empire ottoman ; le sorani au sud, sur les territoires autrefois sous domination persane. Le premier dialecte est dominant chez les Kurdes de Turquie, de Syrie, du nord de l'Irak ; le second est la langue véhiculaire des Kurdes de l'Est de l'Irak et de l'Iran.

A ces deux parlers se superposent une multitude de dialectes locaux selon les régions, voire les massifs montagneux. Culture parlée, le kurde a donné également naissance, dès le XVI^e siècle, à une abondante littérature. Mais, tout comme l'oral, l'écrit est lui aussi polymorphe : les Kurdes du sud utilisaient les caractères arabo-persans, ceux du nord des caractères latins transcrits phonétiquement et ceux d'U.R.S.S., l'alphabet cyrillique.

20 millions de Kurdes dans le monde

On estime aujourd'hui à environ 20 millions le nombre des Kurdes vivant dans le monde, presque tous au Proche-Orient : 10 millions sont établis en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions en Irak, 700 000 en Syrie. Près d'un demi-million de Kurdes sont fixés en Europe, dont, communauté importante, 30 000 en France où — quelle ironie ! — ils sont pris la plupart du temps pour des Turcs.

La majorité des Kurdes sont de religion musulmane (sunnite).

Les origines du peuple kurde sont mal connues. Pour les uns, ce sont des Indo-Européens, comme les Persans. Pour les autres, ce sont des Asiatiques autochtones comme les Géorgiens ou les Arméniens. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le peuple kurde s'est installé en Méditerranée et golfe Persique de nombreux siècles avant l'ère chrétienne et que son environnement (rudes montagnes et vallées isolées) au croisement de trois grands courants culturels (arabe, turc et persan) a permis la persistance de son particularisme.

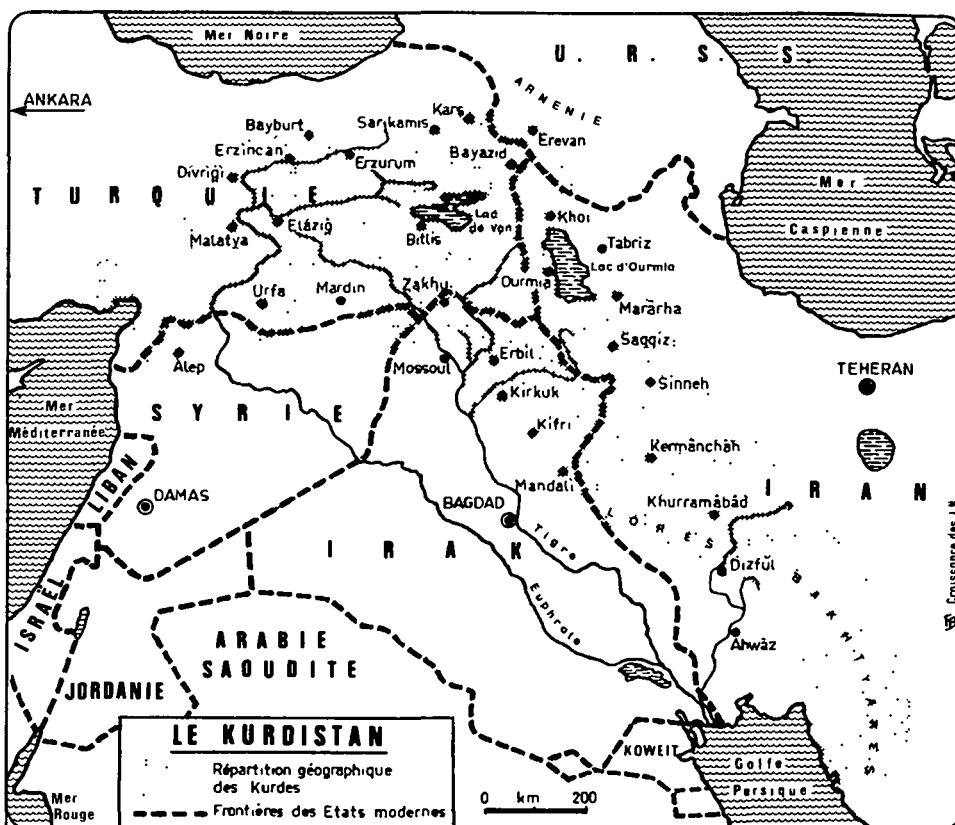
Cependant, de 612 avant J.-C. (chute de Ninive) à 1514, date à laquelle empire turc et empire persan se partagent le Moyen-Orient, les Kurdes ont connu toutes les invasions et toutes les dominations. Parthes, Arméniens, Romains, Byzantins, Arabes, Mongols ont régné sur le Kurdistan au gré de l'extension des empires.

Ce furent ensuite les Ottomans pendant quatre siècles. Province de l'empire de la Sublime Porte, le Kurdistan connut tout autant les rivalités intestines que les révoltes durement réprimées par le pouvoir turc. C'est dans ce climat que devaient se forger, au début du XIX^e siècle, les mouvements d'autonomie et de nationalisme qui animent encore aujourd'hui le peuple kurde.

encore sous contrôle des troupes soviétiques, à la création d'une éphémère République kurde iranienne à Mehabab sous l'égide du *Parti démocratique kurde iranien* (P.D.K.I.).

Trente-huit ans plus tard, le souvenir de cette trop courte victoire sur le centralisme et la mémoire de ses instigateurs, les frères Qazi Mohammed, sont toujours fidèlement célébrés dans l'ensemble du Kurdistan iranien. Quant au P.D.K.I., il est aujourd'hui le parti dans lequel se reconnaît la majorité des six millions de Kurdes iraniens. Abderhamane Ghassemlou en est le secrétaire général depuis quatre ans et dirige le parti et la résistance kurde depuis le Kurdistan encerclé, sur un territoire grignoté par l'armée iranienne et les « gardiens de la révolution » du régime de l'imam Khomeiny. Au pouvoir de Téhéran, le parti kurde oppose trois mots d'ordre : « *Démocratie, laïcité, autonomie pour les minorités nationales.* »

Illusions, désillusions. En 1978, les Kurdes luttèrent contre le régime du shah ; l'année suivante, ils favorisaient la révolu-



530 000 km², pratiquement la superficie de la France, c'est, en grisé sur notre carte, la superficie du Kurdistan, en arc de cercle de la Turquie à l'Iran. Pour la moitié (10 millions), les Kurdes sont établis en Turquie,

dans l'est du pays ; 6 millions vivent en Irak, principalement dans les provinces du nord-est ; 3 millions au nord-ouest de l'Iran et 700 000 en Syrie. Une infime minorité vit sur le territoire soviétique.

tion iranienne, espérant du changement de pouvoir une amélioration de leur condition. Les nouveaux maîtres de l'Iran promettaient l'autonomie. Mais, aujourd'hui, 200 000 soldats dépêchés par Téhéran encerclent le réduit kurde, occupant les villes, menant, dans le cadre de la guerre entre l'Irak et l'Iran, une guerre dans la guerre. Guerre de religion contre une minorité mu-

sulmane sunnite, alors que le pouvoir est aux mains des chiites, guerre d'idéologie contre un peuple qui prône la laïcité dans un pays ultra-religieux, guerre du centralisme contre l'autonomie.

Car, ici plus encore qu'en Irak ou en Turquie, le maître-mot des *peshmergas* est « autonomie ». En 1979, les chiffres des élections législatives au Kurdistan avaient été plus qu'éloquents : les candidats du P.D.K.I. recueillaient entre 80 et 85 % des suffrages. Aujourd'hui, une nouvelle fois hors-la-loi, les Kurdes ne peuvent que se renforcer dans leurs convictions. Plus : ils représentent une des forces d'opposition les mieux organisées et parmi les plus nombreuses au régime des mollahs.

Turquie, Irak, Iran. Sur trois fronts, les Kurdes se sont battus ou se battent sur des registres différents. Ils doivent faire face, souvent, à leurs propres divisions, avant d'affronter les velléités centralisatrices des Etats dans les frontières desquels s'étendent leurs territoires. La conquête difficile de leur autonomie dans des Etats bien peu homogènes et stabilisés recule toujours plus le grand rêve du traité de Sèvres. Deux générations de bergers et chasseurs des montagnes mués en combattants sont passées depuis. Beaucoup d'autres passeront sans doute avant que l'on passe des mouvements régionaux kurdes au mouvement national kurde.

Christian TROUBÉ

Un Institut kurde à Paris

Depuis le mois de février dernier, s'est ouvert à Paris le premier Institut kurde du monde. Son but : promouvoir et faire connaître la culture du Kurdistan par le biais de toutes sources documentaires disponibles : textes, photos, films, expressions artistiques.

Une de ses premières actions a été de mettre en chantier un grand dictionnaire kurde-français, qui servira de base pour d'autres usuels. Un geste hautement symbolique, mais cependant bien concret, puisque les responsables de l'entreprise en sont à la lettre D.

D'autre part, deux revues ont vu le jour : *Etudes kurdes* et *Hevi* (« Espoir ») et une exposition rétrospective de peintres kurdes s'est tenue du 3 au 26 novembre dernier. Des cours de langue et des rencontres hebdomadaires fonctionnent également depuis la rentrée.

(Institut kurde de Paris, 106 rue Lafayette, 75010 Paris ; tél. (1) 824-64-64.)

MIZGIN – eine Zeitschrift für Kurden und Deutsche

Bonn Im Rahmen seiner Hilfen für Flüchtlinge hat das DRK Generalsekretariat in Zusammenarbeit mit dem kurdischen Institut, deutsche Sektion, eine Zeitschrift für in der Bundesrepublik Deutschland lebende kurdische Flüchtlinge herausgegeben. Neben Zeitschriften für Khmer, Laoten, Afghanen und Äthiopier ist dieses ein weiterer Beitrag, den das DRK-Generalsekretariat im Rahmen seiner Flüchtlingshilfe, in diesem Falle für mehr als 12 000 Flüchtlinge kurdischer Sprache, erbringt.

Angesichts großer Probleme der hier lebenden Flüchtlinge in mancherlei Bereichen des Lebens, Wohnens und Arbeitens will die Zeitschrift ein Sprachrohr zur Vermittlung von Lebens- und Alltagshilfen sein. Gleichzeitig will MIZGIN eine Brückenfunktion übernehmen in dem Sinne, als sie zum gegenseitigen besseren Verständnis zwischen der Bevölkerung des Gastlandes und Flüchtlingen kurdischer Herkunft und Sprache beitragen will. Deshalb erscheint MIZGIN auch mit einem deutschen Teil, es handelt sich hier um Übersetzungen der für interessierte deutsche Leser wichtigen Artikel.

MIZGIN bedeutet „Frohe Botschaft“ oder, einfacher, „Gute Nachricht“, möge diese Zeitschrift eine solche sein, für Flüchtlinge und Deutsche, welche am Schicksal der in unserem Lande lebenden Menschen kurdischer Sprache Anteil nehmen.

So würden wir uns freuen, wenn es durch MIZGIN gelänge, neue Freunde zu gewinnen.

MIZGIN ist zu beziehen über Kurdisches Institut, Colmantstraße 5, 5300 Bonn 1, oder das DRK-Generalsekretariat, Relerat – 24 –



Dieses hübsche Bild eines kurdischen Mädchens kann als Plakat bezogen werden



Die erste Ausgabe von Mizgin ist gerade erschienen

Le Parisien

12. 1. 1984

Musique traditionnelle kurde

C'est dans le cadre des Rencontres des samedis après-midi du conservatoire que nous sommes tous conviés, inités ou non, à venir entendre une musique et un instrument hors du commun.

Le Kurdistan est une vaste région partagée entre la Turquie, l'Irak et la Syrie et habitée par plus de dix millions de Kurdes. Les modes sur lesquels s'élabore cette musique sont très différents des modes occidentaux nés du plain chant grégorien.

M. Aboukadir Taskiran nous donnera la clé pour nous permettre d'accéder à cette musique. Le tambur ou saz dont il jouera est un instrument à long manche. La caisse sonore en est ronde et bombée. Le manche est muni de huit cordes groupées par deux.

Cette manifestation se déroulera le samedi 14 janvier, à 15 heures, au conservatoire. L'entrée est libre et gratuite.

koerdies kultureel centrum

Het aantal koerden in het midden-oosten wordt geschat op zo'n 20 miljoen. Na de val van het Ottomaanse Rijk (na de eerste wereldoorlog) en het machtspeel tussen de grootmachten werd het koerdische volk ijskoud opgedeeld over 5 staten. In Turkije woont het grootste aantal koerden (zo'n 10 miljoen), verder in Iran (6 miljoen), in Irak (3,5 miljoen), in Syrië (6 à 700 000) en in het 'Nationaal Koerdisch Distrikt' in de Kaukasus in de Sovjet-Unie (325.000).

Alleen de Sovjet-Unie erkent bepaalde kulturele rechten van haar koerdische bevolking. In alle andere landen worden de koerden regelrecht onderdrukt en elke vorm van kulturele identiteit zwaar bestraft.

Op dit moment wonen in West-Europa zo'n 400 000 koerden. Het overgrote deel wordt aangezien voor turk, omdat ze als gastarbeider naar Europa kwamen en/of omdat ze een turks paspoort hebben. Alleen al in de BRD wonen en werken ruim 300.000 koerden, in Frankrijk 20 000 en de rest leeft verdeeld over Nederland, België en de skandinavische landen.

Het 'Institut Kurde'

In Parijs hebben koerden in ballingschap begin dit jaar een koerdisch centrum het 'Institut Kurde' opgericht. Wanneer je de grote massa's koerden met een turks paspoort, die als gastarbeider in de BRD werken, niet meetelt, dan is Parijs hét centrum voor de koerden. In Parijs met een tot op zekere hoogte liberaal klimaat voor de politieke activiteiten van breed uiteenlopende oppositiegroepen uit het Midden-Oosten, hebben ook de grote koerdische organisaties (vooral uit Iran en Irak) een kantoor. Over het algemeen richten deze partijkantoren zich naast politiek lobbywerk (voor steun bij hun streven naar autonomie) vooral op het informeren van de publieke opinie over de repressie en strijd in de verschillende delen van Koerdistan én op hun eigen achterban. Daarnaast was er een duidelijke behoefte om buiten deze partij-organisaties om een kultureel centrum buiten Koerdistan te hebben, wat zich hard kan maken voor de erkenning van de kulturele identiteit van de koerden.

Een komitee van 12 'beroemde' koerden, waaronder de koerdische cineast



Yılmaz Güney, nam samen met koerdische intellectuelen het initiatief tot de oprichting van het instituut, daarbij gesteund door de huidige (sociaal-democratische) regering Mitterand; Het 'Institut Kurde' wordt gesteund door alle organisaties in Koerdistan. Leider van het instituut is de koerdische historicus M. Kendal Nazen, die sinds 1970 in Frankrijk in ballingschap leeft.

Op 24 februari 1983 werd het instituut officieel geopend. Pikant detail daarbij was de afwezigheid van Frankrijks minister van cultuur, M. Jack Lang en Mevrouw Mitterand. Beiden lieten op het laatste nippertje verstek gaan en lieten zich vertegenwoordigen door lagere goden nadat Turkijes minister van buiten-

landse zaken, İtler Türkmen, Frankrijk kapittelde over zijn steun aan dit koerdisch initiatief. Wel vierden zo'n 2000 koerden uit heel Europa de opening met een feestelijke kulturele manifestatie.

Een nationale bibliotheek

Buiten Koerdistan is het 'Institut Kurde' het enige kulturele centrum van koerden in de wereld. De enige plek waar de cultuur en de geschiedenis (zonder censoren) kan worden bestudeerd, getoond en in stand gehouden. Het instituut in Parijs is bedoeld als een bolwerk buiten Koerdistan tegen de vernietiging van de koerdische cultuur in Koerdistan. Zo is de koerdische geschiedenis niet alleen slecht bekend in Euro-



pa maar ook onder de koerden zelf. Al minstens zestig jaar (na het uiteenvallen van het Ottomaanse rijk) wordt de geschiedenis van Koerdistan niet meer systematisch bestudeerd. Veel materiaal is verloren gegaan of moedwillig vernietigd. Het instituut wil wat is overgebleven verzamelen en proberen de gaten in de kennis van de eigen geschiedenis op te vullen, en zo een aanzet geven tot een nationale koerdische bibliotheek. Bij de opening van het instituut telde de bibliotheek 1400 titels. Het betreft vooral de geschonken kollekties van twee experts in de koerdische taal, Kamuran Bedir Khan en Roger Lescot. Daarnaast wil men een dokumentatie-centrum opbouwen met films, foto's en dia's en de belangrijke werken uit de koerdische literatuur gaan uitgeven zowel in het koerdisch als vertaald.

De koerdische taal

Volgens het 'Instituut Kurde' kan 98% van de volwassen koerden in West-Europa zich niet of nauwelijks uitdrukken in de koerdische taal. Ook leven in West-Europa zo'n 80.000 koerdische kinderen die allemaal onderwijs krijgen in de taal van het gastland. Het instituut ziet hier een van zijn belangrijkste taken. In eerste instantie wil het aan koerdische migranten een servicefunctie verlenen. Er zijn lessen in de koerdische taal, zang- en danslessen en lessen in het bespelen van een koerdisch instrument. Daarnaast zijn er Franse taallessen, is er een koerdische vrouwengroep actief en is er een wekelijkse spreekuur voor juridische problemen.

Maar naast deze servicefunctie wil het instituut meer. Onlangs werd een eerste symposium over de koerdische taal georganiseerd (mei 1983). Het koerdisch is een aparte (indo-europese) taal, die verwant is aan het Perzisch. In de verschillende delen van Koerdistan spreken de koerden drie dialecten: het Kurmanci, het Sorani en het Zaza. Specialisten in die dialecten maakten tijdens het symposium afspraken over de immense taak van standaardisering van de spelling en het gebruik van een alfabet. Het merendeel van de koerden (in Turkije, Syrië, Libanon en de Sovjet-Unie) gebruikt op dit moment het Latijnse alfabet. De koerden in Iran gebruiken het Perzisch; die in Irak het Arabische letterschrift.

Tevens startte dit symposium de werkzaamheden voor een koerdisch-Frans woordenboek. Later volgen Engelse en Duitse versies.

Periodieken

Het 'Instituut Kurde' nam het initiatief tot drie tijdschriften.

HEVI ('Hoop') is een tijdschrift voor

koerden in het Kurmanci, Sorani en Zaza bedoeld om het werk van koerdische schrijvers direct toegankelijker te maken voor grote groepen koerden. Het eerste nummer verschijnt dit najaar.

Etudes Kurdes is een wetenschappelijk tijdschrift in het Perzisch en Arabisch. Naast op koerden richt dit tijdschrift zich ook nadrukkelijk op het Iraanse volk en op de Arabische wereld. Het tijdschrift verschijnt voorlopig twee maal per jaar en het eerste nummer dit najaar.

Bulletin de liaison et d'information, een mededelingen- en activiteitenblad naar keuze in het Frans, Duits of Engels waarin een uitgebreide knipselkrant is opgenomen. Tot nu verschenen de nrs. 1 en 2 (resp. juli en september 1983).

Voor abonnementen en informatie:
Instituut Kurde,
106, Rue Lafayette
(vlakbij Gare du Nord)
75010 PARIS (tel. 8246464).



DÉCEMBRE 1983

Le Kurdistan, après trois ans de dictature

Par HUSSEIN YILDERIM

Hussein Yilderim, avocat kurde, a plaidé dans un procès de masse intenté, à Diyarbakir, à cinq mille de ses compatriotes, dont trois mille étaient des adhérents du Parti des travailleurs du Kurdistan. Après avoir protesté à maintes reprises contre l'usage systématique de la torture et contre le déroulement arbitraire de ce procès, il fut arrêté à son tour, en octobre 1981, et torturé. Des protestations massives, venant

aussi bien de Turquie (Chambre des avocats turcs) que de l'étranger, ont contraint la junte militaire à le libérer en juillet 1982. Mais on l'a empêché de reprendre ses activités dans la défense de ses clients et, après que différentes tentatives d'attentats contre sa personne eurent échoué, il s'est réfugié en Suède, où il a obtenu l'asile politique. Il est aujourd'hui le témoin principal cité par l'Etat suédois dans

la plainte contre la Turquie déposée par cinq États européens devant la commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Dans l'article ci-dessous, Hussein Yilderim témoigne de la répression, mais aussi du sort réservé au Kurdistan dans cette Turquie des militaires alliée de l'OTAN. Et il se fait l'interprète de ceux qui, dans son propre camp, aspirent au rétablissement de l'unité de la nation kurde.



(Dessin de Rasim)

D EPUIS le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, plus de deux cent mille progressistes, démocrates et patriotes kurdes et turcs ont été soumis à la torture. Plus de cent cinquante en sont morts, dont vingt-trois militants et cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.), organisation se situant à l'avant-garde du mouvement de libération nationale. En outre, sur cent soixante-treize condamnations à mort déjà prononcées, cinquante-cinq l'ont été contre des membres du P.K.K. Les militaires sont encore en train de « juger » près de six mille « terroristes », à l'encontre desquels la peine de mort est d'ores et déjà requise. Rappelons que cinq cent quatre-vingt-treize personnes ont été passées par les armes, et encore ne s'agit-il que de victimes officiellement avouées et identifiées, car il est impossible de connaître le nombre d'hommes et de femmes massacrés dans les villages et les hameaux du Kurdistan.

Car c'est particulièrement au Kurdistan que la junte s'acharne à appliquer sa politique consistant à rétablir l'ordre en faisant le vide. Depuis des générations, le colonisateur turc s'est emparé des terres kurdes soit par la force des armes, soit en les achetant à des prix dérisoires et selon des contrats léonins. Il en était de même des récoltes ou du bétail. De telles pratiques ont atteint aujourd'hui un niveau insupportable, puisqu'elles réduisent le peuple à la famine.

En raison du rôle dévolu à la Turquie dans la stratégie américaine, la junte doit se donner les moyens d'assumer à l'extérieur, vers la région du Proche-Orient, la mission qui lui est impartie par ses bailleurs d'armes et de fonds. Et voici à nouveau le Kurdistan transformé en vaste quartier général pour les fameuses « forces d'intervention rapide »... Dans le Sud-Kurdistan, de vastes opérations ont été lancées, et tout particulièrement dans la région de Hakkari. Le double objectif de la junte était, d'une part, l'écrasement du mouvement de libération nationale et,

d'autre part, un soutien ouvert aux forces défailtantes du régime irakien de M. Saddam Hussein (1).

L'une des raisons de la prise du pouvoir par les généraux, c'était le développement de la lutte de libération nationale au Kurdistan qui, largement ignorée dans les médias occidentaux, mettait en danger l'existence même de l'État turc. Il ne s'agit pas seulement de briser la résistance de quelques mouvements révolutionnaires ou d'avant-garde, mais de gommer, selon une vieille coutume, le peuple kurde tout entier. A une telle fin, une première opération a permis l'occupation militaire du Kurdistan dès le mois de septembre 1980. La majeure partie de l'armée turque, forte de sept cent mille hommes, s'y est transportée, avec ses moyens les plus modernes ; ses tanks et ses camions blindés ont commencé à parcourir tout le pays, jusqu'aux coins les plus reculés, et aucun village n'a été épargné. Dans ces larges opérations de ratissage, on put voir manœuvrer de concert les soldats turcs, la police et les services spéciaux du MIT (organisation nationale du renseignement). On commence par rassembler les gens sur les places publiques ou dans les rues principales des villages, sans distinction d'âge ni de sexe, et on inflige à certains d'entre eux, la plupart du temps pris au hasard, diverses formes de tortures physiques ou morales.

La « pacification » consiste à frapper au hasard les villageois ainsi rassemblés, à coups de barres de fer et de bâtons, à faire courir femmes et vieillards après les avoir déshabillés devant tout le monde, à leur faire subir des décharges électriques en divers endroits du corps, à violer jeunes filles et femmes mariées devant pères et maris, à casser les bras et les jambes, à remplir les bouches de sel et parfois, quand la séance est allée trop loin, à fusiller sur place.

Il y a, d'autre part, les tortures infligées en prison aux détenus. Il en résulte un nombre encore inconnu de morts et d'être handicapés à vie. Sitôt leur prise de pouvoir, les généraux ont ordonné l'arrestation de milliers de Kurdes. Tous sans exception sont soumis à la torture — pour leur faire avouer des crimes invraisemblables et leur faire signer ensuite, les yeux bandés, leurs « aveux spontanés ». Les hommes les plus suspects de patriotisme kurde sont triés sur dénonciations anonymes et parqués dans des camps militaires où les sévices les plus inhumains sont exercés sur eux. Les plus sinistres sont les camps de Diyarbakir, d'Elazig et d'Erzurum.

Des pratiques n'ayant rien à envier à celles du régime hitlérien ont entraîné la mort de nombreux opposants au régime et de simples sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan. Des membres du comité central de ce parti, tels Nazhim Dogan et Ferhat Kartoy, ou de simples militants ouvriers, comme Esref Anyak, ont été étranglés et brûlés en mars 1982. Deux autres membres de ce comité central, Hayri Durmus et Kemal Pir, ainsi que Akif Yilmaz, entamèrent alors, dans la prison de Diyarbakir, une grève de la

faim illimitée dont ils moururent. Des dizaines d'autres militants ou patriotes kurdes, dont nous ne pouvons donner tous les noms ici, périrent également sous la torture ou à la suite de grèves de la faim.

Cependant, face à cette « pacification » qui s'apparente plutôt à une tentative de génocide, l'ensemble du peuple kurde affirme sa détermination à résister sous les formes les plus diverses, dans tous les domaines de la vie, dans la montagne, dans les villages et jusque dans les prisons. En cristallisant l'ensemble de ses luttes, passives ou actives, autour du mot d'ordre « Existence, Indépendance », notre peuple est en train de payer un lourd tribut pour assurer sa survie dans la liberté et la dignité.

Les États-Unis ont apporté un soutien déterminant à la junte turque au moment de son pronciament, dont on sait qu'il avait été annoncé par mégarde à Washington avec quelques heures d'avance. La prise du pouvoir par les généraux d'Ankara est une conséquence directe de la stratégie américaine au Proche-Orient. Pour contrer les revers essuyés en Afghanistan et en Iran, les États-Unis ont dû imaginer d'autres moyens pour aménager leur présence dans la région, et pour protéger l'accès aux zones riches en gisements de pétrole. Le gendarme turc était tout indiqué, on s'en est servi.

La priorité des priorités était alors l'installation de la fameuse « Force de déploiement rapide ». Pour la doter d'un point d'appui en territoire kurde, on a construit de nouveaux aéroports et des dépôts de matériels militaires partout dans les montagnes, Van et Batman constituant les bases principales d'un tel dispositif.

Persuadée que la persistance du nationalisme kurde entraverait ces projets, la junte prit l'offensive au Sud-Kurdistan le 25 mai 1983. Après des bombardements intensifs de leur artillerie et un mitraillage des villages et hameaux par leurs avions de combat, les officiers turcs ont envoyé plus de quarante mille hommes occuper le terrain. Le but de cette opération n'était pas seulement l'écrasement des résistants armés, mais surtout l'anéantissement ou, au mieux, la déportation massive des populations montagnardes. Au-delà de ces considérations immédiates, on peut voir dans cet assaut un premier pas vers la réalisation d'une vieille arrière-pensée des dictatures d'Ankara : l'annexion des zones irakiennes de Kirkouk et Mossoul pour l'accès au pétrole.

Cette agression n'a pas connu le succès espéré. Les armées de la junte se sont heurtées à une forte résistance populaire. De surcroît, cette opération a largement contribué à renforcer le sentiment national chez les Kurdes des deux côtés de la frontière, et même plus loin, chez ceux de l'Iran. Pour tous, la question primordiale est aujourd'hui celle de l'unité nationale.

De la lutte fratricide à l'unité nationale

L'HISTOIRE du peuple du Kurdistan est celle d'une succession d'invasions et d'occupations étrangères et d'une résistance opiniâtre pour s'en débarrasser. Les époques au cours desquelles les Kurdes se sont soumis à l'étranger, choisissant la voie de la capitulation, ont toujours été synonymes de stagnation et de recul social. Les hégémonies étrangères se trouvaient renforcées par cette déperdition de l'identité kurde. Un tel phénomène est clairement perceptible sous les Perses, les Arabes, les Ottomans et, plus récemment, sous le chah. Par contre, chaque époque qui voit la montée d'une résistance populaire contre l'occupant permet, avec l'ardente réaffirmation de l'identité nationale, le plein épanouissement des valeurs traditionnelles et des aptitudes au progrès social et politique.

C'est, par exemple, en combattant diverses forces d'occupation que les Kurdes ont pu s'affranchir de l'esclavage antique, puis de sa forme médiévale, puisqu'ils devaient rejeter à la fois les conquérants étrangers et les féodaux autochtones collaborant avec eux. Et si, jusqu'à ce jour, les nombreux mouvements d'émancipation nationale n'ont pas encore été menés à terme, c'est que les forces dirigeantes kurdes n'ont pas réussi à s'unifier, ou que certains « chefs de guerre » ont choisi trop souvent la voie de la capitulation. Cette politique de collaboration et de désunion a coûté cher au peuple kurde tout au long de son histoire.

La désunion et le morcellement du Kurdistan ont des raisons historiques, sociales et politiques insuffisamment connues. Séparée en quatre fragments par le fait de colonisations échelonnées dans le temps, la nation kurde a subi une évolution socio-économique disparate. Par exemple, malgré la persistance générale d'une structure foncière tribale et féodale, le fragment kurde dominé par la Turquie a été pénétré plus que les autres par la montée du capitalisme industriel. Dans ce Kurdistan « turc », la société tribale traditionnelle a été profondément transformée par l'apparition de nouveaux clivages dus à la formation de « classes » et de catégories sociales « à l'occidentale ». Là, la lutte de libération nationale se développe, dépassant le cadre strictement tribal et défensif, dans une dynamique autonome orientée vers des objectifs que l'on peut choisir de qualifier de « démocratiques », de « progressistes » ou tout simplement de « modernes ».

Il n'en va pas encore de même dans les autres parties du Kurdistan : en Irak et en Iran, le féodalisme est resté puissant et la transformation des clivages sociaux sous l'effet du capitalisme n'est qu'à peine amorcée. Les dirigeants croient devoir s'appuyer sur des puissances étrangères, bonnes tutrices, pleines d'excellentes intentions à leur égard, toutes prêtes à leur fournir à profusion argent, armes et munitions.

Les prisonniers de Diyarbakir

Cela les réduit à un statut d'assistés, à mener des combats d'arrière-garde pour le compte d'autrui, à accepter des compromis imposés par des intérêts qui ne sont pas ceux du Kurdistan.

Ces derniers temps se sont produits des affrontements fratricides extrêmement préjudiciables à la cause nationale. En Irak, particulièrement, où des centaines de combattants kurdes se sont entretués, et des dizaines de villages ont été dévastés. Peut-être est-ce le prix que doit payer toute nation pour s'arracher à ses routines et à son passé ? Mais les principaux ennemis de l'unification des Kurdes ont mis à profit chacune de ces sanglantes zizanies. Ainsi, l'été dernier, malgré leurs divergences fondamentales, les régimes turc et irakien ont conclu un accord donnant aux Turcs le « droit de poursuite » des rebelles kurdes en territoire irakien.

Une autre difficulté de la lutte tient aux prises de position assez souvent équivoques des milieux progressistes turcs qui ont tendance à nier qu'il existe une question kurde, quand ils ne tentent pas d'y trouver une force d'appoint. Il existe au Kurdistan tant de tensions utilisables.

Contre tant de pesanteurs héritées du passé, tant de malentendus activement entretenus par les États dont les frontières disloquent notre nation et par les grandes puissances qui arment et patronnent ces États, de sourdes convergences s'organisent. Quelle que soit la forme du futur « compromis » national que prendra la réunification des Kurdes, celle-ci paraît inévitable. Mais dérangeante, certes, pour toutes sortes d'États aux frontières issues de diverses colonisations, et pour certaines grandioses stratégies planétaires dont nous n'avons que faire en tant que Kurdes.

Bien des gens ont compris, chez nous, que, depuis l'écrasement de la résistance palestinienne — qui avait le tort de représenter, dans cette région du Proche-Orient, une des rares forces progressistes et antiféodales structurées, — le champ de bataille va se déplacer vers le nord, en plein territoire kurde. La bataille a déjà commencé. Dans l'indifférence universelle.

Notre seule réponse sera ce fameux « congrès national » auquel œuvrent déjà les patriotes kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie. Des trêves ont lieu, en ce moment-même, entre des fractions rivales qui, hier encore, s'entre-combattaient. Si quelques « chefs de guerre » sont encore rétifs à une telle entente nationale, la grande majorité des autres Kurdes ont déjà compris qu'il s'agit de la survie générale de la nation, et que cela mérite bien que l'on consente quelques sacrifices de prestige.

HUSSEIN YILDERIM.

(1) Officiellement contestée, la participation de conseillers militaires américains à ces opérations de « nettoyage » est attestée par de nombreux témoignages populaires.

Mise en condition idéologique, dans le quotidien turc *Tercuman* du 2 août 1983. La première page est consacrée aux conditions de détention dans la prison de Diyarbakir :

● En couleurs, une grande photo montre des prisonniers en train de manger. Un gros titre en blanc sur fond bleu. « *Nous regagnons ce que nous avions perdu.* »

● Sous la photo, en caractères gras, cette légende : « *Ici règnent le respect, l'amour et la discipline.* ». Suit un texte disant que, dans ce camp militaire de détention spéciale de la ville de Diyarbakir, il règne un respect, un amour et une discipline réciproques...

● Un autre titre : « *Tous étaient auparavant des séparatistes et des communistes.* », suivi d'une ligne en gros caractères : « *Ils vivent la joie d'avoir été arrachés à leurs opinions aberrantes.* »

● Une photo, plus petite, de prisonniers à l'exercice, avec pour légende : « *Éducation et sport* » en caractères gras. Un court texte explique qu'« *il y a pour les détenus beaucoup de possibilités d'exercice physique et spirituel. Ils utilisent quelques jours par semaine les possibilités que leur offre la direction de la prison. Les détenus de cette prison savent chanter déjà cinquante marches militaires.* »

● Autre photo montrant des corridors aux murs décorés d'affiches et de banderoles. Nouvelle légende en caractères gras : « *La Turquie aux Turcs !* » Un texte : « *Des couloirs jusqu'aux dortoirs, les murs sont couverts de drapeaux turcs, d'images de héros turcs et de paroles d'Ataturk. Le plus édifiant de tout : les prisonniers crient : « La Turquie aux Turcs ! »* »

● Enfin, l'article du journaliste Tokay Gozutok :

« *Dans le camp militaire de détention spéciale de Diyarbakir se trouvent plus de deux mille prisonniers de dix-huit organisations différentes. Partout, comme ornements, des drapeaux turcs et des portraits d'Ataturk, qui ont été installés là par les prisonniers.*

Des pensées traîtresses traversent mon corps de descendant de héros [courageux,

La douleur et le dégoût oppressent mon cœur,

Tes ennemis ne sont pas des braves,

Seul le Turc est un ami pour le Turc ; il n'en existe pas d'autre.

« *Ces mots, entendus au camp de Diyarbakir, résonnent dans nos oreilles. Nous avons cru des soldats à l'entraînement chantant des marches. Nous nous sommes trompés. Au pas comme des soldats, chantant comme d'une seule voix, nous rencontrâmes ces gens qui purgent ici leur peine. Avant, ils affichaient des idéologies marxistes, léninistes et séparatistes et voulaient diviser notre pays et notre peuple. Nous avons avancé pas à pas dans les couloirs de la prison en retenant notre émotion. Nous revivions l'histoire sur le chemin du réfectoire au dortoir. Au plafond, sont accrochés des drapeaux turcs et des banderoles qui décrivent le rôle et la grandeur des Turcs. Aucune surface de mur n'est vide. Avec ce que nous voyons, nous revivons l'histoire et, avec ce que nous lisons, nous apprenons à connaître la grandeur turque. Nous lisons des slogans : « *Un Turc est aussi fort que le monde* » — « *Comme je me sens heureux de pouvoir dire que je suis turc !* » — « *O'jeune Turc, quelle force coule en tes veines !* »*

« *Nous ne pouvons pas lire tous ces slogans et citations jusqu'à la fin. Nous demandons à la direction de la prison qui a fait les images et les banderoles. La réponse que nous recevons alors nous a émerveillés : « *Qui pourrait les avoir faits ? Les prisonniers !* » La direction a tout préparé et ils ont confectionné les images, les drapeaux et les banderoles.*

« *Me reviennent en tête les images du 1^{er} mai 1978 à Taksim ; c'était avant le 12 septembre. Les portraits de Marx, Engels, Lénine, Staline et tous les autres communistes. Là se trouvaient des milliers de manifestants, et aussi des élus, qui criaient : « *Liberté pour le parti communiste turc !* » Aussitôt je chasse ces mauvais souvenirs. « *La Turquie aux Turcs !* » Je continue à lire les slogans sur les murs. Le combat de libération tient une haute place dans l'histoire de notre République turque. Les paroles et les slogans d'Ataturk décorent les murs. Je lis tout haut : « *La Turquie aux Turcs !* »*

(Sous-titre : « *Dix-huit organisations communistes séparatistes.* »)

« *Dans le pénitencier militaire spécial de Diyarbakir sont détenues aujourd'hui deux mille personnes de dix-huit organisations différentes. La majorité appartenait au P.K.K. d'obédience marxiste-léniniste qui, dans l'Est et le Sud-Est, voulait ériger un État. Les prisonniers sont répartis en trois groupes occupant des dortoirs différents, et cela d'après les âges et non d'après les organisations. Il y a des salles pour les vieux, les jeunes, les enfants et les femmes.*

« *Pour résumer : à cause des erreurs passées, nous avons perdu trois générations, qui sont à présent réunies sous le même toit dans les cellules de la prison de Diyarbakir. Depuis la création des forces turques de sécurité, celles-ci s'efforcent de défendre le pays à l'extérieur et de faire l'unité à l'intérieur. Les intérêts de l'État et l'unité de la nation sont leur souci principal. Les forces turques de sécurité essaient de toutes leurs forces de regagner ces trois générations à notre cause, ce que les prisonniers avaient auparavant toujours empêché. »*

Dal 1923, quando il trattato di Sèvres smembrò il Kurdistan fra Turchia, Iran, Irak e Siria per sfruttarne il petrolio, il popolo kurdo combatte, in dignitosa solitudine, una massacrante guerra nel legittimo diritto di affermare la propria indipendenza territoriale e politica

ESULI IN PATRIA PER ECCESSO DI RICCHEZZA

di LAURA SCHRADER

DA Senofonte, costretto a superare le montagne dello Zagros con i suoi diecimila in ritirata, ai missionari del secolo scorso, tutti sono sempre stati concordi nel definire inaccessibile il Kurdistan. Più che mai lo è oggi. I Pasdaran di Khomeini, le unità speciali anti-kurde in Turchia, i miliziani in Irak non permettono di addentrarsi nel cuore di un territorio in aperta o latente rivolta, in cui le violazioni dei diritti umani da parte dei governi centrali sono palesi e gravissime.

Ma i responsabili della resistenza kurda riscono, molto raramente e secondo l'andamento delle operazioni militari, ad organizzare viaggi clandestini per medici e giornalisti. Scortati, si arriva in fuoristrada ad un punto della frontiera controllato dai partigiani e si è consegnati ad un altro piccolo drappello di armati per raggiungere il quartier generale dell'Unione Patriottica del Kurdistan.

Fondata nel '75, all'indomani della tragica fine dell'ultima grande rivoluzione del Kurdistan dell'Irak guidata da Barzani, questa è la più importante organizzazione di resistenza del Kurdistan iracheno. È il braccio armato dei due maggiori partiti d'opposizione che riuniscono i democratici (socialisti e marxisti) e che sono, come tutti i partiti, clandestini in Irak in cui è d'obbligo l'iscrizione al partito unico Baas, nazionalista arabo.

Si sale tra colline verdissime, foreste e praterie. Ma ben presto, arrivati ad un primo accampamento vigilato — e poi sarà sempre così — da due sentinelle che scendono in avanscoperta, bisognerebbe proseguire a piedi. All'ospite viene fornito un mulo. Si procede quindi sulla montagna, tra dirupi aridi e scoscesi solcati da torrenti che precipitano in cascate.

I partigiani — i famosi Pesh Merga, «quelli che guardano in faccia la morte — si arrampicano con disinvoltura. Indossano, come divisa, l'abito popolare kurdo; gli ampi pantaloni dal cavallo lungo sono l'indumento più razionale per chi vive sulle montagne.

Ci fermiamo in alto, su di un grande spiazzo in cui si aprono alcune grotte che ospitano un consistente nucleo di partigiani. Sono arredate come può esserlo una tenda militare, coperte, un fornello, armi e munizioni, pronto soccorso



A sinistra, la cartina del Kurdistan, un territorio geograficamente unitario di circa 495.000 Km², grande quasi come la Francia. A destra, una donna kurda. Nonostante la dominazione islamica, in questa regione le donne godono di una considerazione sociale impensabile in un Paese musulmano. Ad esempio, hanno mantenuto i loro abiti tradizionali, ricchi di colori che non contemplano l'uso del chador. Sotto, una piccola macina casalinga. Il grano viene ancora trebbiato e macinato a mano.

Di notte si sentono spari ed esplosioni lontani. All'alba una pattuglia ritorna da un'operazione: ha attaccato un convoglio militare. I partigiani, stanchi, hanno trasportato su per la montagna i corpi di due compagni caduti; uno è avvolto in una coperta, l'altro adagiato in una barella improvvisata. In silenzio, vengono subito seppelliti, poco lontano, tra gli alberi.

Si riparte, scendendo verso un villaggio che dall'alto sembra la propaggine naturale della montagna. Vicino scorre un torrente in cui donne e bambine lavano panni e stoviglie.

Il territorio del Kurdistan iracheno è in parte sotto il controllo dei partigiani kurdi, così come accade ancora in Iran, anche dopo la grande offensiva khomeinista del marzo '83. Nelle «aree liberate» sono i partigiani ad occuparsi di amministrazione, giustizia, sanità, istruzione e dei problemi sociali. Contadini e pastori considerano i Pesh Merga i loro eroi, ed è il loro autorevole intervento che consente, nelle piccole comunità, la graduale penetrazione di idee progressiste, dalla legittimità della redistribuzione delle terre del grande latifondo ai contadini, alla libera scelta dei giovani in un matrimonio contrastato.

Poco per volta, insomma, una rivoluzione culturale, più difficile di quella armata, si fa strada in questi villaggi tagliati fuori dal mondo, lasciati volutamente dal governo centrale in condizioni di arretratezza e di miseria, che vivono in un'economia chiusa di autosostentamento.

Gli scambi con l'esterno avvengono a dorso di mulo, lungo sentieri impervi e difficilmente praticabili in inverno e si limitano ai medicinali (non esistono farmacie), al petrolio per le lampade (niente luce elettrica, nè acqua se non quella di fiumi e pozzi), al tè. Il resto è prodotto e consumato sul posto.

Siamo ospiti di una delle famiglie del villaggio, seduti sui tappeti di feltro, intorno al focolare che è al centro (e il centro) della casa, e su cui è sempre pronta l'acqua per il tè, con un viavai di altre persone che vengono a salutare.

Salta agli occhi quella che secondo me è una delle caratteristiche del popolo kurdo, la razionalità. Architettura e arredamento, ridotti all'essenziale, sfruttano al massimo le risorse locali, e risultano igienici e confortevoli, adatti ad una facile manutenzione. Tutto è scrupolosamente pulito. Le finestre, piccole, in alto, senza infissi assicurano una costante aerazione; le coperte sono imbottite, sfoderabili; le scarpe, in cotone impunturato con soles di feltro, comodissime e robuste.

L'abito femminile, una lunga tunica su pantaloni ampi, unisce grazia e comodità. Nonostante la dominazione islamica che è stata imposta sulla preesistente religione di Zarathustra, le donne kurde non hanno mai usato infagottarsi e nascondere il volto con il chador (che i kurdi traducono, ridendo con «tenda»). Le donne partecipano alla conversazione insieme con gli uomini, così come partecipano al lavoro nei campi e alle feste della comunità.

Dopo il pranzo, buonissimo, si improvvisano musica, canti, danze, in cui le donne sono assolutamente alla pari. Ci sono anche donne partigiane, mi dicono; e alcune vivono con i mariti in montagna, moltissime svolgono attività politica clandestina nelle città.

Nelle recenti manifestazioni a Sulaimaniya, Hawler, Kanakin erano le donne a marciare in testa al corteo, e alcune sono state falciate dalle raffiche della polizia. Nella storia antica o recente del Kurdistan le donne hanno sempre combattuto a fianco degli uomini, e alcune sono famose per il loro valore, per esempio Kadam Kher che nel 1923 guidò una rivolta contro lo scià di Persia. E dal 1923 infatti, quando il trattato di Sèvres smembrò il Kurdistan tra Turchia, Iran, Irak e Siria, per dividere tra le potenze mondiali i profitti del petrolio che sgorga nel Kurdistan, che questo popolo è ininterrottamente in lotta contro l'assimilazione e il genocidio, per affermare la propria identità nazionale e l'indomabile speranza dell'indipendenza.

C'è un certo orgoglio, negli uomini, per questa conversazione «femminista». Secoli di dominazione islamica avrebbero dovuto sancire il ruolo subordinato della donna, ma questo concetto urta, evidentemente, contro la razionalità kurda, che non riesce a concepire l'inferiorità femminile. Anzi, la madre è un po' la personificazione della propria terra: lo si capisce dalla letteratura, dai canti del folklore e dalle canzoni nate dalle liriche contemporanee.

È colei che nutre, alleva, rende uomini e, cosa importantissima, insegna la lingua. «*Le ninne-nanne di mia madre, le canzoni di mia madre si trasformano in armi nella mani dei combattenti*» ha scritto un giovanissimo poeta di Kirkuk che si fa chiamare «Khabat», cioè «Lotta». Trasmettere ai figli la lingua madre — e ciò avviene



Sopra, un giovane partigiano kurdo. Tra le file degli autonomisti militano contadini, pastori, operai, studenti, alcuni dei quali tornano sulle montagne dopo aver conseguito la laurea nelle università europee. A destra, dall'alto, sentinelle di guardia a uno dei campi partigiani; bambini scalzi e

spauriti nell'aria della loro povera abitazione rurale. Il popolo kurdo è un ceppo di origine indoeuropea stanziatosi nell'area montuosa dello Zagros nel Duemila a.C. Qui di lato, alcuni contadini al lavoro nei campi. L'agricoltura nel Kurdistan è ancora praticata con metodi primitivi.

anche nelle città, in cui sarebbe obbligatorio parlare arabo, turco o persiano — significa prepararli ad una vita durissima, in cui la coscienza di essere kurdo può equivalere ad una condanna a morte. Infatti in tutti gli stati in cui il Kurdistan è diviso la parola Kurdistan è proibita, ed è proibito dire «Io sono kurdo».

Si riprende il cammino, lungo un sentiero che sale trasversalmente la montagna e poi discende verso il versante iraniano. Procediamo a mezza costa, ancora protetti dalla vegetazione e dalle pareti di roccia. Dall'alto, i pendii digradanti in colline dovrebbero essere ricoperti di boschi o coltivati, ma si vede soltanto terra bruciata e due villaggi completamente distrutti, ridotti ad un ammasso di calcinacci anneriti.

Ma non può essere stata la guerra a compiere devastazioni così ampie, anche se è noto — me lo avevano confermato anche esuli persiani in Italia — che gli aerei di Iran e Irak, al ritorno dalle missioni belliche, sganciavano le bombe rimaste sui villaggi del proprio territorio kurdo. Infatti è stata la campagna di «arabizzazione», iniziata da Saddam Hussein subito dopo la sconfitta kurda del '75 intensissima tra il '76 e il '78, l'arabizzazione e tuttora in atto.

Oltre all'allontanamento dei kurdi dalle attività dell'industria, soprattutto petrolifera e alla cessione di terre e case kurde agli arabi (del sud dell'Irak o emigrati da Paesi vicini), l'arabizzazione comporta la creazione di una «cintura di sicurezza» profonda 15/20 km lungo il confine turco-iraniano. È stata attuata all'80%.

Circa 750.000 kurdi, chiusi nei camion come animali, sono stati deportati in campi di concentramento da cui possono uscire soltanto a condizione di trovare un lavoro nel sud desertico e paludoso, lontanissimo dalle loro montagne. Circa 1.500 villaggi sono stati rasi al suolo, foreste e piantagioni sono state distrutte con napalm e acido solforico cementate le sorgenti. Recentemente il piano è stato esteso anche a cittadine di oltre 10.000 abitanti.

Dopo un'altra notte passata in un piccolo accampamento dotato anche di un'antiquata batteria contraerea piazzata su uno spuntone di roccia, la marcia riprende, intervallata dalla sosta in un altro villaggio. I partigiani comprano te, zucchero, farina, tabacco. Assisto alla preparazione del pane e di una bibbita a base di latticini.

Per fare il pane una donna macina a mano il grano e cuoce le sottili sfoglie rotonde e larghe in un forno interrato. Ne risultano focacce sottilissime simili alla carta da musica sarda che si conservano a lungo. La bibbita è preparata scuotendo in una pelle di capra burro e yoghurt.

Tutti i lavori sono compiuti con cura e dignità. Questa gente sembra consapevole della povertà ma senza soggiezione e senza accreditare le cose importanti, per loro, sono altre. C'è la coscienza, acquisita in «essant'anni di persecuzioni e di resistenza» di un'emarginazione non meritata. Vissuta con serenità nelle privazioni quotidiane, ma senza rassegnazione. L'essenziale e difendere, se necessario, a prezzo della vita la propria peculata e amata «diversità».

Ma, per fortuna, si lotta senza fanatismi e senza miti, né di religione né di razza. «Non temo certo i contadini arabi», dice un vecchio che trebbia il grano con una grossa rivoltella infilata nella cintura, «temo i fascisti».

Al quartier generale, un grande accampamento dove ci sono la stazione radio, una piccola tipografia, l'ospedale da campo, incontro alcune donne partigiane tra cui Alina, una combattente molto considerata che è al comando di un'unità (di uomini) in cui milita anche suo figlio.

Due partigiane giovanissime, che hanno lasciato la famiglia e gli studi in medicina per unirsi alla Resistenza, sono molto sensibili al problema dell'eguaglianza femminile e mi interrogano avidamente sulla vita politica, sociale e familiare delle donne in Occidente.

Anche con i responsabili dell'UPK l'intesa è facile. Alcuni sono laureati in università europee. Come Omar Sheikhmous (che, come rivela il suo nome, appartiene ad una famiglia di Sheikh titolo religioso «nobile») che nell'Islam e tra

smesso ereditariamente) Laureato a Londra, è responsabile dell'UPK per l'Europa ed è stato insegnante all'università di Stoccolma. Spiega nei dettagli l'organizzazione militare dell'UPK, l'andamento della guerra tra Irak e Iran e della guerriglia, la tattica e i risultati delle operazioni partigiane, i modi in cui l'UPK si procura le armi.

Parla della repressione durissima del regime contro le famiglie dei partigiani e contro i partigiani stessi, della situazione politica delle forze d'opposizione arabe e kurde contro il governo basista unite, insieme all'UPK, in un Fronte nazionale democratico. Il programma del Fronte si riassume nello slogan «Democrazia per l'Irak, autonomia per il Kurdistan».

Ma Omar Sheikhmous ammette di avere, come tutti i kurdi, la speranza «nel cuore» di un Kurdistan unito e indipendente. Non è un sogno, un'utopia? Quell'indipendenza che viene pacificamente concessa anche ai più minuscoli

isolotti nel mar dei Caraibi per il Kurdistan, «maledetto» dal petrolio, sembra impossibile. «Ma noi siamo un popolo, e abbiamo speranza, abbiamo volontà», interviene appassionatamente un altro giovane leader, laureato a Parigi in filologia kurda.

Infatti, piuttosto che impelagarsi in «alleanze» sotto condizione, i kurdi preferiscono contare sulle proprie forze, e non si scoraggiano di fronte alla prospettiva di una guerra interminabile. Ma si sentono isolati nel mondo, privi non soltanto di aiuti concreti ma anche di umana solidarietà. Altri popoli per farsi sentire ricorrono ad atti di terrorismo internazionale. «Noi rifiutiamo il terrorismo», — risponde Sheikhmous a quest'ultima osservazione — «Combattiamo contro la violazione dei nostri diritti umani e nazionali, e per la speranza di vivere in pace sulla nostra terra. Contro il genocidio, la lotta di resistenza sul territorio è un diritto, il terrorismo invece è indegno di quei principi di umanità che affermiamo con la nostra lotta».



Sopra, avanguardia partigiana appostata su un'altura. Hanno ricevuto la segnalazione del passaggio di un convoglio di «regolari», e sono pronti all'imboscata. A destra, una cittadina distrutta dai bombardamenti è la crudele conseguenza della spietata campagna di «arabizzazione» iniziata dal leader siriano Saddam Hussein nel 1976.



QUEL FIORE

Quel fiore cui strapparono i petali ma è vivo quel cuore che nella sciagura non ha dubitato quella stella filante ingoiata dalla foresta quando al sa morire con un sorriso quando il vento della planura spalanca le ali sono ospiti del mio petto perché sono l'immagine del non arrendersi!

Hejar - Poesia patriottica kurda (Trad. Joyce Litkefi - Tradurre poesia - Mondadori 1987)



Il punto più «caldo» del Medio Oriente

DALL'IRAN L'APOCALISSE?

NEMICO ESTERNO, L'IRAK, E OPPOSIZIONE INTERNA, I KURDI, NE FANNO UNA POLVERIERA

E' di alcune settimane fa la notizia che la rete televisiva statunitense ABC, la stessa de «Il giorno dopo», sta preparando uno sceneggiato (girato alla Casa Bianca e interpretato da veri uomini politici) su di un conflitto diretto Usa-Urss. Secondo gli autori, la Terza Guerra Mondiale, in cui si evita per un soffio la catastrofe nucleare e che coinvolge il fronte europeo oltre al Paesi del Golfo Persico nasce in Iran.

Può sembrare strana questa ipotesi, dal momento che l'area più calda del Medio Oriente sembra essere il Libano e il problema più spinoso quello palestinese. Ma dal fronte Iran-Irak ci giungono per lo più le notizie della propaganda, tratte dalle radio di regime o dai comunicati ufficiali dell'uno e dell'altro stato maggiore.

Ben diverse sono le notizie che si ottengono per esempio



Khomeini

comunicando dall'Europa con i quartieri generali dell'opposizione iraniana o ascoltando le trasmissioni in lingua persiana di Hagir Teimuriani alla Bbc. Da queste fonti emerge un fatto. Le grandi offensive iraniane, quella dell'estate scorsa nella regione di Haj Omran e di quest'autunno nella zona di Marivar-Sar-

dashit e nella valle del fiume Shilur, non sono dirette tanto contro il nemico iracheno, quanto a domare l'opposizione interna, arroccata nel Kurdistan.

Il popolo kurdo, in totale circa 20.000.000, non ha mai accettato la spartizione del proprio territorio tra Turchia, Iran, Irak e Siria avvenuta alla caduta dell'impero ottomano, rivendicando da allora l'autonomia.

In Iran il contributo delle forze kurde alla caduta dello scà era stato considerevole e la nuova Repubblica aveva promesso l'agognata autonomia, ma quasi subito Khomeini e Bani Sadr avevano scatenato contro villaggi e città kurde i carri armati e l'aviazione. Da allora, nonostante il massiccio impiego di uomini e mezzi e il pesantissimo blocco economico, la resistenza kurda ha continuato a tener testa a Khomeini.

Non solo. Il Kurdistan è diventato il baluardo dell'opposizione iraniana al regime dei mullah. In Kurdistan la situazione politico-militare è controllata da due organizzazioni, il partito democratico kurdo d'Iran (pdki), di tendenza centrista e il Komala, «Unione marx-leninista delle masse lavoratrici del Kurdistan». Il pdki si è unito con i «liberisti» di Bani Sadr e i mujaheddin islamici di Rejavi (entrambi in esilio a Parigi) mentre Ghassemlu, il leader del pdki, è in Kurdistan in un Consiglio nazionale della resistenza. Quindi ospita, istruisce e arma anche alcuni mujaheddin. Il Komala è riuscito, con l'Unione dei militanti comunisti iraniani e con i Feddayin del popolo (cosiddetti «di minoranza», movimento dell'estrema sinistra distrutto da Khomeini), a fondare il 2 settembre scorso il partito comunista d'Iran.

Venti milioni di persone che non hanno mai accettato la spartizione del loro territorio tra Turchia, Iran, Irak e Siria e rivendicano l'autonomia. Il «tradimento» di Khomeini e le sanguinose repressioni

«QUEST'INVERNO SCACCIEREMO GLI INVASORI»

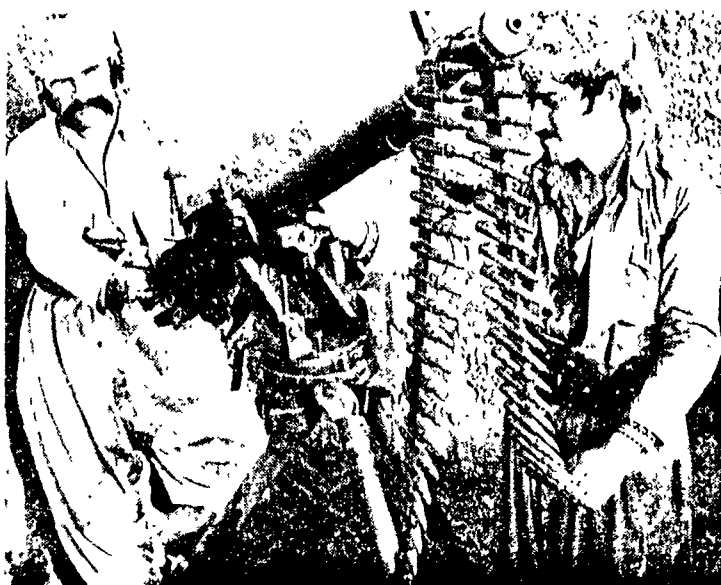
Sulle montagne del Kurdistan i partigiani si preparano alla battaglia finale

E C'E' GIA' CHI TEME UNA SECONDA REPUBBLICA DI MAHABAD...

«La rivoluzione islamica non è stata, in realtà, una rivoluzione — ci ha detto in un'intervista Youssif Ardalan, portavoce del Komala —, operai e contadini hanno rovesciato lo scà, ma non erano organizzati in modo da prendere il potere, che quindi ha potuto essere confiscato dagli ayatollah». Infatti il partito comunista iraniano Tudeh, filsovietico, aveva un seguito molto si arso (il Tudeh ha tradito per 40 anni, dicono in Iran) e appoggiò il regime di Khomeini fino al maggio scorso quando l'imam se ne liberò con l'accusa di spionaggio a favore dell'Urss.

Secondo Ardalan (laureato in matematica politico militante dal '63 che ha trascorso diversi anni nelle carceri dello scà) la costituzione del nuovo pdi iran «avrà un effetto decisivo per le masse lavoratrici iraniane, decretando il fallimento del populismo islamico dopo la già avvenuta distruzione dei partiti revisionisti Tudeh e Kanbaran (filocinese)». La dittatura islamica che si regge sul terrore non è certo la rivoluzione voluta dal popolo iraniano. Tale rivoluzione è non è soltanto una guerriglia, è in corso ora nel Kurdistan, il regime islamico, attanagliato dalla crisi economica, dai conflitti all'interno della sua stessa leadership, dallo scontento popolare, è costretto a continuare la guerra contro l'Irak. Una pace nelle attuali condizioni segnerebbe la sua fine mentre il perdurare dello stato di guerra gli consente di continuare a combattere anche la rivoluzione interna.

In effetti le operazioni militari di Khomeini, stando ai bollettini e alle radio del pdki e del Komala (uniti nella lotta sippure divisi nell'ideologia) che difficilmente possono esagerare in quanto si rivolgono agli stessi abitanti delle zone di operazione sono tutt'altro che successi. I soldati e le truppe di Khomeini si muovono a interi battaglioni, con colonne motorizzate e prima ancora di incontrare l'esercito iracheno non cadono sempre più spesso negli agguati tesi dalle formazioni kurde. In alcune talvolta appoggiate dagli agguerriti kurd iracheni dell'Unione patriottica del Kurdistan (upki). E con l'inverno, dicono i leader di queste formazioni le montagne del Kurdistan diventeranno per le truppe islamiche una trappola mortale.



Sopra guerriglieri kurdi, sotto giovani armati



La situazione economica in Iran è critica, scioperi e manifestazioni in Kurdistan raccolgono un'adesione di massa, le atrocità khomeiniste non fanno che aumentare l'ostilità della popolazione e denunciano la debolezza del regime. Le università sono chiuse (mentre in Irak funzionano) salvo la facoltà di Medicina a cui peraltro si accede, come ad altre scuole, previo esame ideologico.

«Se militarmente le truppe di Khomeini possono aver ottenuto qualche successo — dice ancora Ardalan — in Kurdistan la sconfitta politica del regime è totale. Non esiste un solo angolo del Kurdistan in cui il governo centrale non venga considerato come invasore. Nonostante la gigantesca offensiva del marzo scorso molte aree sono ancora sotto il controllo completo del Pesh Merga (i partigiani kurdi, ndr). Nelle zone «non liberate» l'appoggio senza riserve della popolazione consente al Pesh Merga la più ampia possibilità di movimento».

E forse questo scenario ad aver ispirato agli autori dell'Abc l'ipotesi di un Iran diviso, nell'85, tra due Stati contrapposti in modo da attirare la diretta interferenza delle superpotenze. Ci sarebbe anche un precedente. Nel '46 i kurd riuscirono a fondare la Repubblica indipendente di Mahabad, distrutta dopo 11 mesi dall'intervento americano.

E per completare il quadro, occorre tener presenti il petrolio e le altre risorse minerarie del Kurdistan e il fatto che nel Kurdistan di Turchia (zona militarizzata in cui sono presenti i due terzi dell'esercito turco) la Nato ha una delle sue basi strategiche, con l'aeroporto militare nell'area di Van.

Come tutte le ingiustizie della storia, anche la spartizione del Kurdistan e la negazione dei diritti umani e nazionali del suo popolo è una mela che invecchia. In Europa sembra accorgersene soltanto la Francia che opera a favore del popolo kurdo nei settori umanitario, culturale e dell'informazione. Eppure potrebbe essere proprio l'Europa a prendere in seria considerazione il problema, che è drammatico anche in Irak e Turchia, impegnandosi almeno sul terreno della solidarietà umana e della comprensione politica.

Laura Schrader

IRAK : LES KURDES ONT ENLEVÉ TROIS FRANÇAIS

Les opposants demandent la libération de prisonniers politiques et le retour de familles kurdes déplacées

TROIS techniciens français ont été enlevés le 2 décembre en Irak par des opposants kurdes au régime irakien. C'est ce qu'a annoncé samedi le bureau parisien de l'« armée révolutionnaire » du PDK (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak). Le Quai-d'Orsay a confirmé la « disparition » des trois Français et précisé qu'il avait déjà effectué des démarches en leur faveur.

Dans un communiqué, le PDK affirme que ses trois otages ont été enlevés « dans la zone d'opérations militaires à Dohok » et qu'ils se trouvent actuellement — en bonne santé — « dans une base d'une zone libérée par le parti dans les montagnes du Kurdistan irakien ».

Considérant que le régime irakien est « responsable de la sécurité de leur vie », il indique que leur libération ne se fera qu'aux deux conditions suivantes :

« — La libération de cinquante-sept Kurdes, membres du PDK, qui attendent leur condamnation à mort dans les prisons du régime irakien ;

» — Le retour de huit mille familles kurdes déportées par le régime irakien des villages surveillés du Kurdistan irakien vers le sud de l'Irak. »

Au micro de Radio-France internationale, le porte-parole du PDK a affirmé que l'enlèvement des techniciens n'avait « aucun rapport » avec leur nationalité. Il a ajouté que les trois experts avaient été faits prisonniers uniquement parce qu'ils « se trouvaient dans une zone d'opérations militaires, au nord de l'Irak, près de la frontière turque ».

Les trois techniciens travaillaient à Balad, près de Bagdad, sur un chantier d'antenne radio d'ATM international, société de sous-traitance de Thomson, a indiqué Josette Laurent, mère d'un des otages. Interrogée par téléphone, elle a expliqué que son fils Robert, âgé de vingt-deux ans, était technicien sur ce chantier depuis un an et devait rentrer en France le 20 décembre. Selon les informations en sa possession, son fils et deux de ses camarades avaient quitté leur chantier, le 1^{er} décembre au soir, à bord d'une voiture de leur société équipée d'une radio en direction de Mossoul,

où ils comptaient passer quelques jours. Ils étaient en possession d'appareils photo.

Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak est un parti d'opposition kurde dirigé par Idriss et Massoud Barzani, fils de Mustapha Barzani, un des chefs historiques de la rébellion kurde. Fondé en 1946, ce mouvement autonomiste a mené la guérilla en Irak sous la monarchie et pendant les dix premières années de la République, s'est associé brièvement au gouvernement central après l'accord sur l'autonomie du Kurdistan, le 11 mars 1970, s'est effondré après la perte du soutien iranien et la signature d'un accord Iran-Irak, en 1975, sur le tracé des frontières, puis s'est réorganisé progressivement. Depuis le déclenchement de la guerre Iran-Irak, en 1980, il a rejoint le Front national démocratique d'Irak, créé à Damas et qui regroupe une dizaine de partis d'opposition, dont plusieurs mouvements kurdes, et le Parti communiste iranien. Ce parti avait déjà revendiqué l'enlèvement, en 1981, de trois Autrichiens.

LES KURDES QUI ONT ENLEVÉ TROIS FRANÇAIS POSENT LEURS CONDITIONS A BAGDAD

Trois experts français travaillant en Irak pour la société Thomson ont été enlevés, le 2 décembre, par les peshmegas, combattants de l'« armée révolutionnaire » du P.D.K. (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), a annoncé samedi 10 décembre le bureau du parti à Paris. Ces trois experts, qui travaillaient au nord de Bagdad, indique le P.D.K. dans un communiqué, ont été enlevés « dans la zone d'opération militaire de Dohouk » et « se trouvent actuellement dans une base d'une zone libérée par le parti dans les montagnes du Kurdistan irakien ». Le P.D.K. assure qu'ils sont en très bonne santé et garantit leur sécurité.

Le P.D.K., « considérant que le régime irakien est responsable de la sécurité et de la vie » des trois Français, indique que leur libération ne se fera qu'aux deux conditions suivantes : « La libération de cinquante-sept Kurdes, membres du P.D.K., qui attendent leur condamnation à mort dans les prisons du régime irakien, et le retour de huit mille familles kurdes déportées par le régime irakien des villages surveillés du Kurdistan irakien vers le sud de l'Irak. »

Interrogé sur cette affaire, le Quai d'Orsay a confirmé la « disparition » des trois ressortissants français et précisé qu'il a déjà effectué des démarches en leur faveur. — (A.F.P.)

[Fondé en 1946, le P.D.K. revendique l'autonomie pour les Kurdes irakiens. Il est dirigé par les fils de feu Mustapha Barzani, principal chef historique du mouvement kurde.]

Les Kurdes irakiens accusent « Les hélicoptères français tuent beaucoup d'entre nous »

Le Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.) d'Irak a annoncé qu'il avait accepté d'assouplir ses conditions pour la libération des trois techniciens français de la société Thomson enlevés le 2 décembre en Irak. Le P.D.K. n'exige plus en effet la libération de cinquante-sept de ses militants condamnés à mort par le gouvernement de Bagdad, mais il maintient sa volonté de voir les familles kurdes autorisées à rejoindre les huit mille Kurdes déportés en août dernier par l'armée irakienne. Selon le P.D.K. les familles (quarante à cinquante mille personnes en tout) sont restées sans aucune nouvelle des leurs.

Toujours selon le porte-parole kurde — qui se trouvait à Téhéran — les militants du P.D.K. ne sont pas les ennemis du peuple français : « La nation française comprend mieux que quiconque la liberté. Malheureusement, le gouvernement français, en ce moment, est l'un des plus importants soutiens du régime de Saddam (le président irakien Saddam Hussein) au point de vue politique, économique et militaire. Les hélicoptères français tuent beaucoup d'entre nous, et les armes françaises sont très efficaces aux mains des Irakiens contre les Kurdes ». Le porte-parole a affirmé que « des milliers de villages kurdes » avaient été rasés par les Irakiens, que des milliers de Kurdes avaient été exécutés sans jugement.

IRAK : les trois Français détenus peut-être bientôt libérés

Les trois ingénieurs français prisonniers depuis le 2 décembre dernier du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien pourraient être relâchés « très prochainement ».

En échange de la libération des trois Français, rappelle-t-on, le PDK, principal mouvement de la résistance armée kurde en Irak, réclame que la France fasse pression sur l'Irak pour obtenir la libération de cinquante-sept Kurdes condamnés à mort par le régime de Bagdad ainsi que le retour au Kurdistan de huit mille Kurdes déportés en août dernier dans le sud de l'Irak.

6.1.1984

« LA FRANCE DOIT FAIRE PRESSION SUR L'IRAK »

Idriss Barzani, dirigeant du Parti démocrate du Kurdistan (PDK) explique au « Matin » pourquoi son organisation a pris trois techniciens français en otages

Depuis le 2 décembre trois techniciens français — Maurice Moy, Jean-Christophe Lefas et Robert Laurent — travaillant pour la société Thomson dans le nord de l'Irak, près de Dohok, sont les otages du PDK (parti démocrate du Kurdistan), l'une des deux organisations nationalistes kurdes irakiennes. L'un des principaux dirigeants du PDK, Idriss Barzani, l'un des fils du général Barzani, explique pourquoi ses « peshmergas » (maquisards) ont capturé ces trois techniciens français — et à quelles conditions ils seront relâchés.

LE MATIN. — Pourquoi avez-vous capturé ces trois techniciens français ?

IDRISS BARZANI. — Après l'offensive iranienne sur Haj Omran, les Irakiens ont pris 8 000 membres de la tribu Barzani — tous les mâles de plus de dix ans, les enfants, les adultes, les vieillards — qui étaient enfermés avec leurs familles dans des camps à Erbil et autour d'Erbil. Ils les ont mis dans des autobus, et les ont emmenés vers le sud de l'Irak. Aux gens qui les voyaient passer, ils ont dit qu'il s'agissait de Kurdes qui avaient combattu avec les Iraniens et avaient été capturés à Haj Omran.

Dans quelle mesure la capture des trois techniciens français va-t-elle permettre de résoudre le sort de vos disparus ?

Le gouvernement français fait partie de ces gouvernements qui soutiennent le régime de Bagdad, qui l'aident à rester au pouvoir. Le gouvernement français a beaucoup d'influence en Irak; il peut user de cette influence pour nous aider.

Les Kurdes n'ont commis aucun crime, ils sont innocents, comme ces trois techniciens français.

Nous voulons que le gouvernement français fasse pression sur l'Irak pour l'obliger à libérer nos disparus, pour qu'ils puissent revenir dans leurs villages. Nous avons aussi 57 Kurdes qui sont condamnés à mort, nous voulons que ces 57 prisonniers soient libérés; contrairement à certaines informations, nous maintenons nos exigences sur ce point.

Et, si le gouvernement français refuse de discuter ?

Non, il est prêt à discuter, et nous espérons avoir une réponse dans les prochains jours.

Mais si le gouvernement français refuse d'intervenir, ou s'il ne peut rien faire, que va-t-il se passer ?

Nous sommes sûrs que le gouvernement français peut faire quelque chose s'il le veut. Nous connaissons le rôle du gouvernement français en Irak, nous savons beaucoup de choses...



Baker Sipa press

Idriss Barzani : « Nous sommes sûrs que le gouvernement français peut faire quelque chose s'il le veut »

Encore une fois, s'il refuse ? que ferez-vous ?

Je ne sais pas, ce sera difficile...

Nous n'avons pas pris de décision au bureau politique du PDK mais je suis sûr que ce sera une décision dure...

Le gouvernement français ne nous aide pas du tout; au contraire, il soutient des groupes qui sont contre nous, comme le PDK de Ghassemloou (en Iran) et l'UPK de Jalal Talabani (en Irak) — dont des représentants ont été invités au congrès du PS — avec des représentants du Baas irakien. Le gouvernement français crée un préjugé dans l'opinion française contre nous, contre notre peuple. Pourquoi ?

J'espère que le gouvernement français ne va pas refuser d'intervenir, sinon, ce sera difficile...

Accepteriez-vous autre chose du gouvernement français, s'il ne peut rien faire pour les 8 000 disparus ?

Non, nous nous intéressons uniquement au sort des 8 000 disparus, et des 57 condamnés à mort. Encore une fois, le gouvernement français peut tout faire.

Donc les trois techniciens pourraient rester longtemps au Kurdistan ?

J'espère que non... Vraiment, nous regrettons de faire ce genre de choses, et je m'en excuse personnellement auprès du peuple français — mais nous sommes forcés de le faire. Soyez assurés que nous n'avons pas d'autre moyen de connaître le sort de nos disparus.

Avez-vous un message pour leurs familles ?

Oui, vous pouvez leur dire que les trois techniciens sont en bonne santé, ils sont dans un endroit confortable; ils peuvent se promener, lire. Nous les respectons, nous les considérons comme... nos hôtes. Leurs familles peuvent leur envoyer lettres et paquets...

Entretien avec
Chris Kutschera

LES KURDES IRAKIENS RENOUENT AVEC SADDAM HUSSEIN

Depuis le 10 décembre, le cessez-le-feu règne au Kurdistan entre l'armée irakienne et les peshmergas de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), de Jalal Talabani. L'une des deux principales organisations kurdes qui poursuivaient la lutte contre le gouvernement de Bagdad depuis 1978. Pour le régime de Saddam Hussein, ce cessez-le-feu inespéré permet l'acheminement d'importants renforts militaires vers les fronts de Penjoutine et Haj Omran — en prévision de l'offensive que les forces irakiennes vont lancer dans ce secteur du Kurdistan après la fonte des neiges. Pour les Kurdes de l'UPK, ce cessez-le-feu marque la reprise des négociations sur l'autonomie après huit ans de lutte.

DIRIGÉE par le secrétaire général de l'UPK, Jalal Talabani, une délégation kurde a rencontré à Bagdad début décembre les principaux dirigeants irakiens, et notamment le président Saddam Hussein. Dans les milieux kurdes proches de l'UPK on affirme qu'il n'y a pas eu de négociations proprement dites : « Les Kurdes ont exposé leur conception de l'autonomie, les dirigeants de Bagdad en ont pris note. » Dans l'ensemble, les revendications kurdes reprennent le projet d'autonomie qui avait été à la base de l'accord de mars 1970 entre Saddam Hussein, alors vice-président, et le général Barzani.

La décision de la direction de l'UPK de proclamer un cessez-le-feu et de négocier avec le régime de Saddam Hussein a été accueillie avec stupeur dans certains milieux de l'opposition irakienne, qui critiquent sévèrement ce qu'ils appellent le dernier « revirement » de Jalal Talabani qui, déjà, en 1964-1970 avait pris les armes contre le général Barzani après en avoir été l'un des plus proches conseillers.

Dans les milieux kurdes favorables à l'UPK on affirme que « la menace iranienne sur le front du Kurdistan est plus grave que la menace irakienne... C'est pourquoi nos dirigeants ont décidé de laisser passer l'armée irakienne pour qu'elle puisse défendre les frontières ». Rappelant que les

Kurdes se battent depuis huit ans dans les montagnes du Kurdistan « pour la démocratie », les sympathisants de l'UPK ajoutent : « Si nous devons faire un choix, entre Saddam Hussein et Khomeini, au moins on peut discuter avec Saddam... Mais Khomeini ne reconnaît même pas l'existence des nationalités, de peuples différents. Nous ne pouvons pas voir dans ses soldats une armée de "libérateurs". Pour nous, ils représentent tout ce qui est contre le progrès, contre la civilisation. »

La menace turque a aussi joué un rôle important dans la décision de l'UPK d'ouvrir des négociations avec le régime de Bagdad. Les responsables kurdes redoutent en effet que la Turquie n'entreprenne de démembrer l'Irak, dont le Sud, en majorité chiite, serait annexé par l'Iran, et le Nord, en majorité kurde, avec Kirkouk et Mossoul, par la Turquie. Pour eux, l'incursion turque au Kurdistan irakien au printemps dernier n'a été qu'une répétition générale ; sur le plan militaire, elle a permis aux forces turques de reconnaître le terrain ; elle a également permis de sonder les éventuelles réactions de l'Iran et des grandes puissances. Pour les Kurdes, il est évident

que la Turquie ne peut qu'aspirer à une annexion qui lui permettrait de résoudre ses problèmes économiques — grâce au pétrole de Kirkouk.

Evoquant un éventuel élargissement des négociations actuelles aux autres forces politiques irakiennes, on déclare, dans les milieux proches des dirigeants de l'UPK : « Nous avons demandé au gouvernement irakien d'organiser des élections libres, indépendantes et secrètes », et d'ouvrir des « négociations avec toutes les forces politiques irakiennes ». Mais on dément que le Parti communiste irakien soit associé aux négociations actuelles. Estimant que le PC a une politique « très attentiste », les responsables de l'UPK sont convaincus que les communistes irakiens attendent de voir comment vont évoluer les négociations : « Si nous réussissons, et si l'URSS leur donne le feu vert, ils vont venir. »

L'absence des communistes — et celle de la fraction du mouvement nationaliste kurde animé par Idriss et Massoud Barzani (PDK) — réduirait considérablement la portée de la formation d'un gouvernement d'« union nationale » à Bagdad.

Chris Kutachera

Iraq, Kurds Are Said to Sign Truce

Accord Grants Rebels Increased Autonomy

By Staff

BAGHDAD — President Saddam Hussein of Iraq has signed an agreement with a Kurdish rebel leader, Jalal Talabani, for a ceasefire in Iraq Kurdistan and broader autonomy for the 2.5 million Kurds in the area, diplomats said Tuesday.

They said the agreement, signed last month, envisaged "free and democratic elections" for legislative and executive councils for the autonomous region in northern Iraq.

It also proposed the formation of a 40,000-member Kurdish army to "protect Kurdistan against foreign enemies," meaning Iran, Iraq's enemy in the three-year Gulf war.

Quoting Kurdish sources, the diplomats said the Iraqi government had promised to allocate 30 percent of the state budget to rehabilitate areas destroyed by the war in Kurdistan and to build new development projects in the region.

There was no official confirmation by the government, but the diplomats said President Hussein was expected to announce the agreement in an address to the nation on Army Day, Jan. 6.

Nearly two decades of revolt by Iraqi Kurds ended when Iran and Iraq signed a treaty in 1975 and agreed to share the Shatt al-Arab waterway at the head of the Gulf.

In exchange, the late Shah of Iran withdrew support for the Kurdish rebel leader at the time, Mullah Mustafa Barzani. In 1977, the autonomous region in northern Iraq was created.

The Kurdish sources said that under the latest agreement the autonomous region, taking in the Sulaimaniya, Dohuk and Erbil areas, would be expanded to include parts of Kirkuk and Khanaqin, near the Iranian border.

L'Irak fait la paix avec « ses » Kurdes

Le président Saddam Hussein a signé avec le chef de la rébellion kurde, M. Jalal Talabani, un accord prévoyant un cessez-le-feu dans le Kurdistan irakien et une plus grande autonomie pour les 2,5 millions de Kurdes de la région, apprend-on, mardi, de source diplomatique, à Bagdad.

Aux termes de l'accord, signé en décembre, des « élections libres et démocratiques » de conseils législatif et exécutif sont prévues dans la région autonome du nord de l'Irak, de même que la formation d'une armée kurde forte de 40 000 hommes en vue de « protéger le Kurdistan contre les ennemis étrangers » — en clair l'Iran, contre lequel l'Irak est en guerre depuis trois ans.

Citant des sources kurdes, les

diplomates précisent que le gouvernement de Bagdad a promis d'allouer 30 % du budget de l'Etat à la reconstruction des secteurs du Kurdistan détruits par la guerre et à des nouveaux projets de développement dans la région.

Cet accord n'a pas été confirmé par le gouvernement de Bagdad, mais toujours de source diplomatique on précise que le président Hussein doit le rendre public dans un discours à la nation le 6 janvier, à l'occasion du « jour de l'armée ».

Toujours de sources kurdes, la région autonome du Kurdistan, qui comprend les secteurs de Sulaymaniya, Dohouk et Erbil, sera étendue aux régions de Ta'ameen (Kirkouk) et de Khanaqin.

KURDISTAN

L'Irak aurait accordé une plus grande autonomie aux Kurdes

Bagdad, 3 (AFS/Reuter) - Le président Saddam Hussein a signé avec le chef de la rébellion kurde, M. Jalal Talabani, un accord prévoyant un cessez-le-feu dans le Kurdistan irakien et une plus grande autonomie pour les 2,5 millions de Kurdes de la région.

Aux termes de l'accord, signé en décembre, des « élections libres et démocratiques » de conseils législatif et exécutif sont prévues dans la région autonome du nord de l'Irak, de même que la formation d'une armée kurde forte de 40 000 hommes en vue de « protéger le Kurdistan contre les ennemis étrangers » — en clair l'Iran, contre lequel l'Irak est en guerre depuis trois ans.

Citant des sources kurdes, les diplomates précisent que le gouvernement de Bagdad a promis d'allouer 30% du budget de l'Etat à la reconstruction des secteurs du Kurdistan détruits par la guerre et à des nouveaux projets de développement dans la région.

Cet accord n'a pas été confirmé par le gouvernement de Bagdad, mais toujours de source diplomatique on précise que le président Hussein doit le rendre public dans un discours à la nation le 6 janvier à l'occasion du « jour de l'armée ».

La troisième épreuve des Kurdes de Turquie

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

I. — Ankara contre X...

Après trois ans et trois mois de régime militaire, la Turquie est officiellement revenue le mardi 6 décembre à un gouvernement civil, avec la nomination de M. Turgut Ozal comme premier ministre. L'armée cependant « veille » : le général Evren est président de la République, les anciens chefs d'état-major des trois armes siègent à ses côtés dans un « conseil de la présidence » et la loi martiale reste en vigueur dans tout le pays. Elle s'applique avec une sévérité particulière chez les Kurdes de Turquie.

Diyerbakir. — « Cette ville sera un jour la capitale de notre Kurdistan. » Comme nous marchons au long des rues peuplées et très « orientales » de Diyerbakir, le jeune homme marque une pause, puis ajoute : « Mais ce sera peut-être dans mille ans. »

Cette affirmation têtue de la différence, tissée à la conviction que le phénomène n'est pas prêt de se voir reconnu, voilà ce que le voyageur étranger recueille un peu partout dans ce fin fond de la Turquie. Mais il y a aussi ce geste de la main sur votre avant-bras, et la voix qui soudain s'assourdit : « Mais n'oubliez pas, Monsieur : « Kurdistan » est un mot que vous ne devez jamais prononcer. A moins que vous n'ayiez du goût pour les prisons turques... »

Tel est le terrible non-dit du pays d'Ataturk — ce que l'on pourrait, par un cruel jeu de mots, dénommer « la nouvelle question d'Orient » ! Plus de 10 %, et vraisemblablement près de 20 % des hommes et des femmes vivant à l'est d'une ligne courant d'Erzurum au nord à Gaziantep au sud (1) se voient dénier un droit fondamental : celui de jouir de leur véritable identité, et en particulier, de parler leur langue, le kurde, sous peine de graves représailles.

La « question kurde » est officiellement niée. Les plus véhéments dans cette attitude sont sans doute les interlocuteurs se réclamant de la gauche démocratique, dont le jacobinisme (baptisé ici « kéralisme », en mémoire de Kemal Ataturk, père de la République) est un constant sujet d'étonnement.

Voici, par exemple, l'analyse d'un proche collaborateur de M. Ecevit, ancien premier ministre social-démocrate : « Il n'y a pas de problème kurde. Il y a simplement, à l'est, une situation économique plus difficile, en raison de l'absence, là-bas, d'industries. En outre, les mentalités y sont encore imprégnées de féodalisme. La scolarisation y a été insuffisante, de sorte que les kurdo-phones les plus pauvres n'ont pas encore pris conscience de l'exploitation dont ils sont victimes. Or ceci est le fait de riches seigneurs locaux, non du gouvernement central. » Ce discours des milieux progressistes turcs est à peine plus élaboré que celui des officiels, pour qui « le problème kurde n'a pas d'existence à la base. Il n'est qu'un levier politique utilisé par les partis ». Ce fonctionnaire des affaires étrangères conclut, cependant : « En eaux troubles, on peut toujours pêcher. »

Diyerbakir ! C'est la plus grande ville de l'est anatolien, avec ses 250 000 habitants. On ne croirait pas possible, en Turquie, d'imaginer un lieu où la présence militaire soit plus obsédante qu'ailleurs : le moindre édifice public, à Ankara, comme dans la plus modeste localité, est gardé par des « gendarma » ou des soldats de la police militaire, sans oublier les patrouilles incessantes dans les rues. A Diyerbakir, pourtant, cette martiale ostentation confine à l'occupation !

Venu de la capitale, à un millier de kilomètres à l'ouest, l'avion quotidien gagne son parking entre des dizaines de chasseurs et de bombardiers impeccablement alignés. Sur le chemin de la ville, le taxi roule entre les casernes, les parcs à véhicules militaires, les terrains de « parcours du combattant ». Le premier édifice imposant qu'aperçoit le voyageur avant de s'engouffrer dans les antiques remparts de basalte noir de la cité des bords du Tigre, c'est le mess des officiers. Au faite de la tour de la Montagne (ex-« tour d'Arménie ! ») qui garde l'une des quatre entrées de la ville, une banderole violette porte une citation d'Ataturk, proclamant en substance : « De Diyerbakir à Istamboul, de la Thrace à Van, il n'y a que des Turcs. »

Pour rencontrer des interlocuteurs, les adresses de naguère ne peuvent guère servir : les militants sont en prison, ou surveillés. Mais voici qu'un obstacle terrible devient un atout : qui ne parle pas ici la lan-

gue turque bénéficie d'un préjugé très favorable ! Et il suffira d'ajouter : « Parlez-vous aussi le kurde? », pour que le contact se noue, aisé et chaleureux.

Une histoire, un territoire une langue

Ainsi se dégage une image de ce que peut-être la « kurdité » — au moins dans cette couche assez éduquée pour connaître une langue étrangère. Il y faut, cependant, un minimum de précautions. Ainsi, le mot « kurde » lui-même sera-t-il systématiquement remplacé par le terme « X. », afin de ne pas éveiller l'attention du passant ou du voisin de bistrot. Les termes en « isme » seront bannis (« socialisme », « communisme », mais aussi... « machisme »). Certains noms propres (Ecevit, Khomeiny, Union soviétique) ne seront évoqués que par périphrases. « Il est possible que nous cédions trop à la crainte ; mais il y a partout des hommes perfides », se justifie cet intellectuel dans son français délicieusement désuet. Il ajoute ce conseil : « Là où vous irez, soyez laconique ! »

La « kurdité », c'est, d'abord, la conscience aiguë d'une spécificité culturelle. « Nous sommes les descendants des Mèdes, ces Indo-Européens qui, au septième siècle avant J.-C., ont abattu l'Empire néo-syrien », explique fièrement ce médecin d'Ourfa — une des plus vieilles cités du monde, aux confins de la Mésopotamie. Un autre interlocuteur, à Adiyaman, modeste cité étalée au pied du Taurus, rappelle une autre époque glorieuse de la geste, des Kurdes, celle de Saladin, devenu sultan d'Egypte et de Syrie à la fin du douzième siècle, et qui reprit Jérusalem aux Croisés. Il ajoute : « Nous avons toujours été dans ces montagnes. Je ne sache pas, en revanche, qu'il y ait jamais eu de Turcs par ici avant les mouvements forcés de population survenus vers la fin de l'Empire ottoman et au début de la République. »

Une histoire, un territoire ; et aussi, bien sûr, une langue. Nos interlocuteurs enragent de savoir que bien des Turcs en contestent la réalité. Cette langue, apparentée au persan et au pashtou des Afghans, n'a, il est vrai, pratiquement jamais été écrite en Turquie. Les Kurdes incriminent une histoire peu tendre

pour cette société paysanne isolée dans ses montagnes, et constamment soumise à la tutelle de l'un ou l'autre des empires qui se sont disputés ces marches incertaines entre la Mésopotamie au sud, le plateau iranien à l'est, et l'Anatolie à l'ouest. Pourtant, ils rappellent la tradition poétique très vivace de leur langue — également support de chants tout compte fait plus « enracinés » dans ce coin de la terre que « l'arabesque » — cette musique composite assez sucrée que l'on entend aujourd'hui dans tout le Proche-Orient, d'Istanbul au Caire (2).

Ruée vers la « turcité »

Les gouvernements turcs ont tous essayé, chacun à sa façon, d'extirper les racines du « mal ». L'Empire ottoman, aux fondements religieux plus que nationaux, a eu, semble-t-il, moins de soucis avec ces musulmans, sunnites comme lui, qu'avec d'autres populations allogènes. « L'homme malade de l'Europe » devint pourtant, vers sa fin, nettement plus nerveux. Le sultan Abdul Amid, à la fin du dix-neuvième siècle, entreprit de mater cette région turbulente en envoyant, sur les pas de ses soldats, des colons turcs s'installer dans des villages des Kurdes — et aussi des Arméniens ! — Ce fut la première épreuve de l'Est anatolien.

La République, née d'un sursaut national turc, se montra beaucoup plus âpre encore. Ataturk fut impitoyable envers le soulèvement, en 1925, de seikh Saïd. Des villages entiers furent déportés en Anatolie centrale. Pourtant, curieusement, malgré la nouvelle épreuve qu'il leur avait infligée, le « père des Turcs » n'a pas laissé dans la mémoire des

(1) Il est fréquemment admis que les Kurdes sont au moins cinq et peut-être huit millions en Turquie — sur une population totale de quarante-huit millions. En comptant leurs « frères » d'Iran, d'Irak, de Syrie, d'U.R.S.S. et du Liban, ils seraient de dix à dix-huit millions au Proche-Orient.

(2) Il existe à Paris, depuis le 24 février, un « Institut kurde » dirigé par l'historien Kendal Nazen, 106, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 824-64-64. Il comporte une bibliothèque, organise des cours de langue et de musique kurdes, et s'est doté d'un service juridique et social pour aider les quelque trente mille Kurdes de France.



Kurdes un souvenir maudit : « Mon père me disait : « Il a été terrible ; mais il avait reconnu en nous un adversaire estimable », déclare ce jeune professeur d'Adiyaman.

En 1924, la langue turque fut déclarée unique langue officielle sur tout le territoire de la nouvelle République. Elle fut, ainsi, obligatoire en particulier dans les écoles, les casernes et les administrations. Les jeunes générations kurdes découvrirent, en même temps, vers les années 30, l'instruction publique, la conscription universelle, les « buro » et le turc. De l'avis général, elles considèrent cela comme un progrès ; il y eut ruela vers tous ces signes de la « turcité ».

L'alliance marxiste

Avec l'installation, en 1946, du multipartisme, le panorama changea subtilement. Le médecin d'Ourfa explique : « Ataturk n'hésitait pas, au nom du réformisme et de la laïcité citée, à pendre, si nécessaire, les aga et les cheikh — les seigneurs féodaux et les chefs religieux, leaders immémoriaux des communautés kurdes. A partir de 1950, les gouvernements conservateurs se sont mis, au contraire, à négocier avec ces puissants personnages, afin d'obtenir par leur intermédiaire les suffrages des paysans de leurs villages. »

La situation a commencé à se dégrader pour les Kurdes à partir du milieu des années 70. Un de nos interlocuteurs, homme de loi à Diyarbakir, explique : « La décennie 1970-1980 a été celle de la plus grande radicalisation qu'ait connue la Turquie. Nous avons évidemment connu le même bouillonnement dans notre région. Au début, la revendication nationale kurde n'entraînait pour rien dans la constitution des groupes de lycéens et d'étudiants radicalisés. Ils s'en sont pris aux riches propriétaires terriens parce qu'ils les considéraient comme des exploités. Il faut reconnaître que, les premières années, jusque vers 1979, leurs actions rencontraient la sympathie des couches modestes de la population et de l'intelligentsia locale. »

Il poursuit : « Puis il y a eu une kurdisation » du mouvement. Certains groupes, la plupart peut-être, se sont pris à penser que les problèmes économiques et sociaux de nos régions trouveraient des solutions plus efficaces dans le cadre d'une nouvelle entité politique : un Etat kurde. Deux phénomènes ont joué, dans cette prise de conscience. D'abord, la connaissance du passé, et cela en grande partie à travers des ouvrages étrangers. En second lieu, l'extrême gauche turque a consciemment joué la carte du nationalisme kurde. »

Désireux de renverser l'état des choses en Turquie, les jeunes révolutionnaires marxistes ont estimé pouvoir trouver un allié de poids dans un mouvement nationaliste dont l'objectif serait également de bannir l'ordre turc. Les deux forces se sont donc mutuellement prêté appui. L'extrême gauche turque a « popularisé » la cause kurde. Et les séparatistes ont pris plus que leur part aux actions violentes sur l'ensemble du territoire — jusque dans les grandes villes de l'Ouest, où avaient afflué, depuis les années 50, des dizaines de milliers de Kurdes en quête d'opportunités meilleures. Le parti ouvrier turc, procommuniste, et le P.C. lui-même ont été parmi les premiers à voler au secours de la « cause ».

Dans la deuxième moitié des années 70, le mouvement séparatiste a pris une ampleur telle, continue cet avocat, que les agas se sont émus. Certains, pour préserver tous les avens possibles, ont fourni des subsides aux nationalistes — « tant il est vrai que, dans un système féodal, rien ne saurait se développer hors de la tutelle du seigneur ! ». D'autres ont lancé leurs propres bandes armées contre les séparatistes. « Les morts qui se sont ensuivis se sont ajoutés aux morts provoqués par les affrontements entre groupes rivaux. J'ai la tristesse de dire que tous les Kurdes assassinés durant ces années l'ont été par d'autres Kurdes, non par des Turcs. »

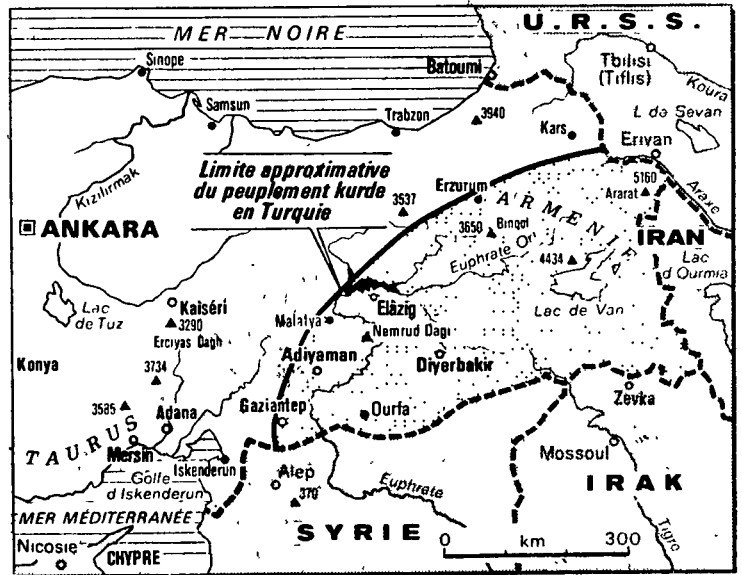
Dans ce contexte, que pouvait faire M. Ecevit, leader du P.R.P., social-démocrate, qui alternait au pouvoir avec le conservateur Demi-

rel ? M. Ecevit, à la fois, avait une conscience aiguë de l'existence d'un « problème à l'Est » et le souci de ne pas laisser aux conservateurs le monopole des suffrages de cette région. Il toléra que l'on fit, ici et là, usage du kurde dans l'administration. Il permit aussi à la presse d'évoquer ouvertement le problème : alors qu'il n'y avait jusque-là que des « Turcs des montagnes », on admit qu'il y avait tout simplement des Kurdes.

En revanche, M. Ecevit paraissait craindre d'être taxé de tiédeur nationaliste, notamment par les militaires, sourcilleux gardiens de l'orthodoxie « kémaliste ». Ce fut ce

souci, sans doute, qui lui fit écarter, de ses listes, aux législatives de 1977, des candidats kurdes.

M. Ecevit crut résoudre ces ambiguïtés en favorisant une politique de développement économique accéléré à l'Est. Il « poussa » les crédits d'équipement pour la région. Il visita, geste inédit, la province d'Hakkari — la plus désertée du pays, aux confins des trois « Kurdistan » : le turc, l'iranien et l'irakien. Mais, embarqué aussi dans la spirale de violence qui emportait le pays, il dut déclarer l'état de siège, à la fin de 1978, sur une notable partie du territoire — dont la totalité des zones kurdophones.



II. — Un peuple « sous la botte »

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 a, en grande partie, été un coup contre les Kurdes. L'est de la Turquie était, en effet, le théâtre d'une agitation séparatiste très vive (le Monde du 9 décembre).

Diyarbakir. — Lorsque les forces armées renversèrent M. Demirel, le 12 septembre 1980, elles avaient déjà beaucoup « travaillé » la question kurde. Leur service de renseignements, le MIT, avait accumulé les informations sur les différents groupes séparatistes. Dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat du général Evren, ce furent de gigantesques coups de filet dans les

grandes villes, comme à Diyarbakir, et dans toutes les localités où l'activisme avait sévi. De nombreux villages kurdes, notamment ceux bordant les frontières syrienne, irakienne et iranienne, furent systématiquement perquisitionnés, parfois avec d'odieuses brutalités. C'est l'un de ces épisodes qui est évoqué dans l'une des scènes du film *Yol* de Y. Guney.

L'objectif des militaires était de récupérer les armes, effectivement très abondantes dans toute la région. Le fusil est, en pays kurde, à la fois un symbole viril et un instrument utile non seulement pour la chasse, mais aussi pour régler les affaires d'honneur, voire pour intimider

ceux, commerçants ou voyageurs, que l'on rançonne. En outre, la situation politique en Iran et en Irak avait induit un trafic très important à destination des zones kurdophones de ces deux pays ; or les autorités turques ont toujours été très attentives aux risques de contagion de l'agitation entre leur propre « minorité » et celles de leurs voisins. Enfin, l'est du pays touche à l'Union soviétique, et les forces armées de Turquie — un des piliers de l'OTAN — sont naturellement vigilantes sur ces marches très « sensibles » du territoire.

A Diyarbakir, ville-symbole, à défaut d'être cette « capitale » que les Kurdes appellent de leurs vœux, les

autorités militaires se sont montrées particulièrement rigoureuses. Dans la prison moderne construite à une dizaine de kilomètres au sud de la ville, on entasse les suspects et les condamnés (1). Ils y sont, aujourd'hui, plus de deux mille cinq cents, vivant là, selon tous les témoignages recueillis, dans des conditions infâmes. Une grève de la faim de près d'un mois y a eu lieu en septembre. Selon des témoignages recueillis à Diyarbakir, ce mouvement a eu pour conséquence une légère amélioration des conditions d'existence des détenus.

(1) Plus de mille condamnations à mort ont été requises.

Diyerbakir est « sous la botte ». « Porter sur sa carte d'identité mention d'origine de cette ville est aujourd'hui un signe d'infamie en Turquie ; en tout cas, la source d'absurdes tracasseries », déclare un hôtelier. La langue kurde est, dans toute la région, davantage pourchassée qu'elle ne le fut jamais par le passé. Un enseignant raconte l'histoire de ces trois jeunes gens qui, après avoir bu un peu trop de raki (anisette) avaient demandé, dans un restaurant, à entendre une cassette de musique kurde. Pris à partie par un consommateur turc, ils avaient, le lendemain, été arrêtés. L'épisode leur a valu un mois de prison. (L'état de siège permet jusqu'à quarante-cinq jours de détention administrative.)

Pas de slogans !

Un jeune enseignant rapporte un autre moment pénible pour certains Kurdes : le service militaire. L'école primaire est normalement, pour tous les enfants, le lieu d'apprentissage de la langue turque. Pourtant, dans de vastes zones rurales de l'Est, l'obligation scolaire n'est guère respectée par les parents. Aussi la caserne est-elle, pour beaucoup de jeunes Kurdes, le premier lieu de contact, fort rude, avec le turc.

Dans cette troisième grande épreuve des Kurdes — après les persécutions d'Abdul Amid et la répression menée par Atatürk — chacun, ici, s'interroge sur l'avenir. Si l'idée d'un Kurdistan indépendant a pu être à la mode vers la fin des années 70, elle paraît à présent totalement absurde : « On ne peut pas agiter des slogans comme ça, déclare ce médecin. Nous sommes écrasés par la force militaire turque. Certains de nos meilleurs jeunes gens sont en prison pour des dizaines d'années. Pour le mouvement séparatiste, c'est le retour au point zéro... »

Les pays intéressés se prêtent d'ailleurs main-forte. On a vu, au printemps dernier, Ankara lancer, avec l'approbation explicite de Bagdad, une opération en Irak en vue de frapper les maquis kurdes de la zone montagneuse au nord de Zevka.

Pour la plupart de nos interlocuteurs, l'important est d'obtenir d'Ankara une reconnaissance d'identité culturelle : le droit à parler sa langue, à écouter sa musique, à fêter ses fêtes — tel le *nowrouz*, d'origine évidemment zoroastrienne, où les paysans allument de grands feux sur

Des bergers antiques

En cette fin de 1983, les Kurdes font le gros dos sous le plus grave orage qu'ils aient connu depuis un demi-siècle. Doit-on vraiment dire les Kurdes ? Certainement pas ! Pour la plupart d'entre eux, l'irruption des forces armées turques n'a guère bouleversé une situation immémoriale, davantage marquée par la domination des puissances locales que par celle d'un pouvoir central, quel qu'il soit.

Tel est le cas, tout d'abord, pour les femmes, en principe moins soumises au patriarcat qu'ailleurs au Proche-Orient, mais cependant assez isolées pour n'être jamais placées au contact direct du système étatique. Tel est aussi le cas, pour l'essentiel de leur vie, de la plupart des hommes habitant la campagne — autant dire l'immense majorité d'entre eux. Pour ceux-ci l'aga demeure le truchement obligatoire pour accéder aux fonctionnaires, aux services, aux bureaux : c'est même de là que le seigneur tire une partie de sa puissance.

L'aga adopte, spontanément, un comportement plus paternaliste qu'agressivement dominateur, comme nous l'avons constaté dans la région d'Adiyaman. Un médecin explique : « Il y a une fierté de la race qui fait que le seigneur ne peut pas humilier celui qui dépend de lui : il risque sa vie à ce jeu ! Alors, il use de rouerie. Il sait, aussi, rendre les menus services qui attachent : l'aide en argent au moment du mariage d'une fille ou de la maladie d'un nouveau-né ; les petits dons en nature, trois fois rien, mais qui apparaissent comme un bienfait d'Allah lorsqu'ils sont dispensés à un moment crucial. »

Nous avons visité des villages kurdes dans la région du Nemrud Dagi, cette montagne au sommet de laquelle Antiochos, roi de Commagène, a fait construire, il y a deux millénaires, un prodigieux sanctuaire dominé par des statues d'inspiration gréco-perse. Il y a là, entre le Taurus et l'Euphrate, un piémont de collines herbues presque dépourvues d'arbres. Des pierres ocre parsement les champs de terre grise. Les collines pour célébrer le Nouvel An, ce qui leur vaut à présent des tracasseries sans fin.

De rares interlocuteurs vont spontanément plus loin. Ils réclament une autonomie pour leurs affaires économiques : « Nous avons ici tout le pétrole du pays ; nous avons le

chrome, qui est une des principales sources de devises pour la Turquie ; nous avons, avec l'Euphrate, de quoi alimenter tout le Proche-Orient en électricité. Et regardez ce cloaque ! », déclare ce jeune ingénieur d'une ville-frontière de l'Irak en désignant les fondrières servant de rues à sa petite localité. « N'est-ce pas là du colonialisme ? », conclut-il.

Mais par quel biais politique faire progresser la cause ? Ce médecin d'Istanbul, originaire de Diyerbakir, assure : « L'époque de la lutte armée a été une tragique erreur, peut-être inévitable. Il importe aujourd'hui de créer un mouvement à base populaire très large, dont les revendications doivent d'abord porter sur ce qui sensibilise les gens : la reconnaissance de l'identité culturelle. »

Des bergers à la silhouette antique, vêtus d'étranges « duffle coat » en feutre, paissent les troupeaux de chèvres et de moutons parmi les éteules de blé et d'orge.

Les villages sont des assemblages de masures construites en pierres non jointoyées, au toit plat, parfois crépies de blanc. L'hiver, hommes et bêtes s'y réchauffent mutuellement dans un maigre espace. Des lessives écarlates sèchent sur les toits : les vêtements rouges sont, en effet, très prisés des femmes de toute la région. Mais il ne saurait être question de s'aventurer dans ces ruelles de terre sans l'assentiment de l'aga.

Un aga cartésien

Le contact avec l'aga lui-même est fascinant. Car celui-ci, pour « féodal » qu'il soit demeuré dans ses relations avec « ses » paysans, n'en est pas moins fréquemment un homme du vingtième siècle. Voici donc Mustafa, propriétaire de quatre villages près de la frontière irakienne. Sa lignée remonte, explique-t-il, à un chef de clan dont une tribu nomade de la principauté d'Hakkari fit, jadis, un éponyme. Il a fait de sérieuses études d'agronomie à Ankara et a plusieurs fois voyagé en Europe. Il parle très convenablement l'anglais. Il a révolutionné les méthodes culturales de la région en introduisant l'irrigation par aspersion de ses champs de coton et de lentilles. Il a entrepris d'installer un capteur d'énergie solaire pour son usage domestique.

C'est une puissance, Mustafa. Dans un vilayet (département) comptant environ cent cinquante mille électeurs, il en contrôle, assure-t-il, cinq mille — un peu plus de 3 % ! « Mes villageois ne sont que cinq cents. Mais il y a les parents, les amis, et, surtout, les ennemis des ennemis ! » Lors des dernières législatives, il n'y a eu, dans les quatre vilayets, que onze voix sur cinq cents contre l'Anavatan, le parti conservateur de M. Ozal, qui a triomphé le 6 novembre. Bon prince, Mustafa ajoute : « Je pourrais parfaitement savoir qui sont les onze. Mais, naturellement, je ne chercherais pas ! » Naturellement !

Il dit encore : « Dans le département, nous sommes environ quarante grands électeurs. J'imagine que ce système vous surprend. Mais il faut voir que nos villageois en tirent leur profit eux aussi. Nos élus auront à cœur de favoriser leur région, en accélérant la construction de routes, de dispensaires, d'écoles. »

Reste une dernière question. Cette situation peut-elle se prolonger longtemps ? Il nous a paru, lors d'un bref séjour en région kurde, que l'exaspération était à son comble. Faute d'une décompression rapide — favorisée, s'il est possible, par l'installation à Ankara d'un gouvernement civil, — de violentes réactions sont à craindre. Nul n' imagine, d'ailleurs, qu'elles puissent conduire à des bouleversements politiques en faveur des Kurdes. Mais elles pourraient donner lieu à des phénomènes de répression sanglante d'une ampleur telle que la Turquie se trouverait à nouveau, comme après 1876, comme après 1915, comme après 1928, mise au banc des nations.

Quoi qu'il arrive prochainement dans l'est, de bons esprits sont bien convaincus, en Turquie, que le problème kurde empoisonnera longtemps la vie politique du pays tout entier. On ne saurait, en effet, tenir sous le joug tout une fraction de la population d'un pays sans que des effets pervers se manifestent à l'échelon national. L'armée turque est une lourde machine qui, en 1980, s'est mise en branle en notable partie pour contenir les fermentations d'effervescence dans les zones kurdes. Elle a déjà lourdement piétiné, au passage, le système démocratique du pays.

Conclusion d'un journaliste turc à Ankara : « Le problème kurde est un cancer. Avec métastases. »



**amnesty
international**

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

**URGENT
ACTION**

EXTERNAL (for
general distribution)

AI Index: EDR 44/03/84
Distr: UA/SC

UA 08/84

Torture/Hunger-strike

17 January 1984

TURKEY: Prisoners in Diyarbakir Military Prison

Amnesty International has been informed that a new hunger-strike by political prisoners in Diyarbakir Military Prison began on 30/31 December 1983 in protest against the withdrawal of concessions granted during a previous hunger-strike in September 1983, and against the resumption of torture. No visits by relatives or lawyers have been allowed since early January 1984.

Amnesty International is concerned that many of these prisoners may have been tortured as they allege, and that they may be ill-treated during the hunger-strike. This danger is increased by the fact they are currently being held incommunicado.

Background information

Both before and after the military coup of September 1980, Amnesty International has stated that it believes torture to be a routine practice in police stations and some prisons in Turkey. In May 1982 Amnesty International wrote to the Turkish authorities expressing concern about the deteriorating state of health of many prisoners in Diyarbakir Military Prison, alleged to be due to torture, bad prison conditions and inadequate medical attention. Amnesty International asked the Turkish government to allow a delegation to visit the prison, but no response has been received. Amnesty International continues to receive reports that prisoners in Diyarbakir Military Prison are tortured and that many are in bad health.

Amnesty International is also concerned that the right of defendants to a fair trial may be affected by restricted access to lawyers and the difficulties encountered by lawyers both in preparing the defence and subsequently.

Two lawyers, Serafettin Kaya and Huseyin Yildirim, were themselves detained and tortured in Diyarbakir Military Prison, apparently for no other reason than their defence of political prisoners in Diyarbakir. Amnesty International has been informed that because of the risks very few lawyers are willing to defend political prisoners in Diyarbakir, with the result that only a few lawyers are responsible for the defence of thousands of prisoners.

RECOMMENDED ACTION:

Telegrams/express letters/airmail letters:

- expressing concern about reports that political prisoners in Diyarbakir Military Prison have been tortured and that they have begun a hunger-strike in protest
- urging an immediate end to all ill-treatment of prisoners; adequate medical attention for all prisoners; and that all prisoners be allowed access to relatives and lawyers.

Please organize some appeals from MEDICAL PROFESSIONALS and LAWYERS.

APPEALS TO:

Korgeneral Kaya Yazgan
Martial Law Commander
Diyarbakir
Turkey

The Commander
Diyarbakir Military Prison
Diyarbakir
Turkey

*Telegrams to: Martial Law
Commander Kaya Yazgan, Diyarbakir,
Turkey*

*Telegrams to: Commander Diyarbakir Military
Prison, Turkey*

Copies of appeals should be sent to Turkish diplomatic representatives in your country.

PLEASE SEND APPEALS AS SOON AS POSSIBLE. Check with the International Secretariat if sending appeals after 17 February 1984.

(For further information on the previous hunger-strike in September 1983, please see UA 202/83 (EUR 44/29/83 9 September, EUR 44/31/83 3 October)



PRESSE

communiqué Jeudi 26 Octobre 1983.

**TURQUIE : Les grévistes de la faim brûlés vifs à la prison
de DIYARBAKIR**

Dans la nuit du 30 au 31 Décembre, au moment où un groupe de prisonniers était amené de force vers les salles de torture, plusieurs centaines d'autres prisonniers ont protesté et se sont mis en grève de la faim.

Le 3 Janvier, un groupe de prisonniers a profite de la visite hebdomadaire des familles pour crier devant les parloirs :

- " Toute la prison est en grève de la faim illimitée.
- " Nous ne voulons plus mourir un à un sous la torture.
- " On nous tue, on nous massacre.
- " Qu'ils nous fusillent, qu'ils nous pendent tous s'ils le veulent,
- " mais on n'acceptera plus jamais la torture.

La troupe est immédiatement intervenue pour disperser les visiteurs, blessant grièvement plusieurs femmes et enfants.

Les prisonniers ont été reconduits vers leurs cellules et dortoirs à coups de crosses et de matraques.

Dans la nuit du 5 au 6 Janvier, deux dortoirs de la prison militaire ont été incendiés par des gardiens.

8 détenus qui refusaient de se rendre dans les salles de torture ont été brûlés vifs. 5 d'entre eux ont pu être identifiés :

- Necmettin EUYUKKAYA
- Yilmaz DEMIR
- Halil CAKAT
- Pasca UZUN
- Mehmet LOCAK.

Dans le même temps, on est sans nouvelles de 200 grévistes de la faim.

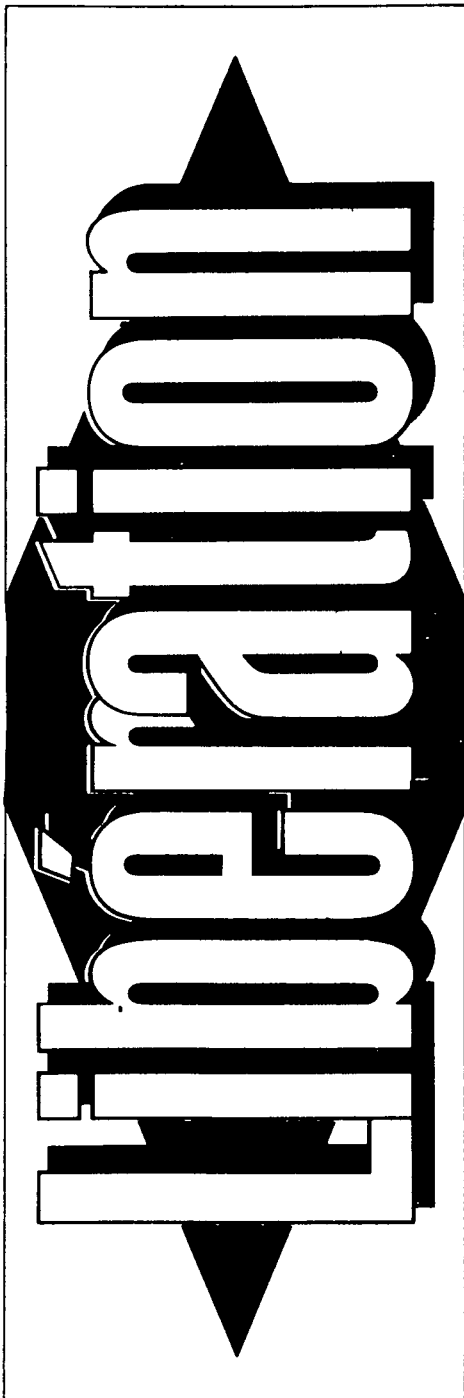
La F I D H accuse le gouvernement TURQUE de crime contre l'humanité.

La F I D H exige l'envoi immédiat d'une commission d'enquête, composée d'ONG et sous l'égide des plus hautes instances européennes.

Le PRESIDENT

Pour toutes précisions, veuillez contacter Christian ROSTOKER 549 06 60

SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 JANVIER 1984.



BLACK OUT Turquie: grève de la faim de Kurdes

*Cinq détenus de la prison de Diyarbakir,
en grève de la faim,
seraient morts des suites de la torture,
selon des Kurdes résidant en France.*

Les détenus de la prison militaire de Diyarbakir, en majorité des Kurdes, ont entamé au début du mois de janvier une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et la torture. Les autorités turques imposent un black-out total sur les informations en provenance de cette prison considérée comme la plus dure de Turquie et les familles des grévistes de la faim n'ont pu faire parvenir des nouvelles à la presse occidentale que jeudi. Hier, une délégation de Kurdes de Turquie résidant en France est venue manifester en silence dans les locaux de *Libération* pour attirer l'attention sur leurs compagnons en grève de la faim depuis 19 jours.

Selon ces Kurdes, un gréviste, Ismet Karak, militant du PKK (parti des Travailleurs Kurdes, principal mouvement pour l'indépendance du Kurdistan) est mort sous les tortures ainsi que quatre autres dont il n'ont pu obtenir les noms. Dix prisonniers en outre sont hospitalisés dans un état grave à l'hôpital militaire de Diyarbakir, toujours à la suite des tortures. Le feu a été mis à une cellule de la prison de Diyarbakir, la 33, qui est uniquement occupée par des militants du PKK, ont ajouté les Kurdes. Enfin, toutes les visites ont été interdites dans la prison.

En septembre dernier, les détenus de cette prison réputée comme étant la plus sinistre de Turquie, avaient déjà effectué un jeûne de 25 jours pour protester contre les mauvais traitements dont ils sont systématiquement victimes.

On indiquait alors de bonne source que deux détenus avaient trouvé la mort durant la grève et que 200 avaient été hospitalisés dans des états quasi-comateux.

Les prisonniers avaient mis fin à leur action après avoir obtenu des autorités militaires des assurances d'amélioration de leurs conditions de détention. Toutefois, selon des informations concordantes obtenues de diverses sources, la torture est toujours pratiquée régulièrement dans la prison de Diyarbakir.

Dix militants de Dev-Yol (organisation clandestine d'extrême-gauche) se sont présentés jeudi en sous-vêtements devant le tribunal de la loi martiale d'Istanbul, pour protester contre l'obligation qui leur

est faite de porter la tenue pénitentiaire. Le tribunal les a expulsés de la salle, précisant qu'ils ne seraient pas admis à la prochaine audience s'ils s'y présentaient vêtus de la sorte.

Les 10 militants de Dev-Yol, qui comparaissaient pour « insultes aux forces armées de l'Etat » contenues dans un tract qu'ils avaient distribué lors d'un autre procès en novembre 82, risquent de 1 à 6 ans de prison.

Lors de cet autre procès, ils comparaissaient pour « tentative de renversement de l'ordre existant et pour activités terroristes » et risquent la peine de mort.

Plusieurs détenus politiques s'étaient présentés mardi en sous-vêtements devant leurs juges, pour protester eux aussi contre le port d'un uniforme unique pour les détenus politiques et les prisonniers de droit commun. Cette obligation a déjà suscité des grèves de la faim dans plusieurs prisons militaires turques.

LE MATIN
DE PARIS

21 12 1983

TURQUIE 61 Kurdes risquent la peine de mort

Un procureur militaire a requis hier la peine de mort contre soixante et un membres présumés de la principale organisation kurde de Turquie — le PKK, parti des travailleurs turcs — dont le procès s'est ouvert lundi à Diyarbakir, au sud-est du pays. Ils sont accusés de « vouloir placer une partie du territoire turc sous la domination d'une puissance étrangère ». Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, quelque trois mille membres présumés du PKK ont été poursuivis, et six cents d'entre eux encourent la peine capitale.

Libération

VENDREDI 27 JANVIER 1984.

BLACK OUT

Turquie: mort de 6 détenus kurdes

Ankara (de notre correspondante)
Prison militaire de Diyarbakir, le 30 décembre, c'est jour de visite comme tous les vendredis. Au parloir, les détenus ont dix minutes pour communiquer avec leurs familles, à trois mètres de distance et à travers une vitre. Une mère interpelle son fils en kurde. Dans cette région reculée à majorité kurde, le turc est comme dans le reste du pays, langue obligatoire. Du circur de chaussures au paysan en chalvar, nul n'est censé l'ignorer même s'il n'a pas eu la « chance » de l'apprendre à l'école ou au service militaire. Entendant parler kurde, les gardiens se mettent à frapper mère et fils avec violence. D'autres détenus, qui protestent, sont battus à leur tour.

Selon tous les témoignages, c'est cet incident qui a une nouvelle fois enflammé la prison de Diyarbakir, où quelque 2.000 détenus en attente de jugement — en majorité des séparatistes kurdes — tentent de survivre dans des conditions épouvantables. Depuis le début du mois, les détenus protestent par tous les moyens à leur disposition. Ils ont entamé une grève de la faim qui, selon plusieurs sources, se poursuit depuis une vingtaine de jours, même si on ignore le nombre de ceux qui y participent.

Certaines rumeurs ont fait état d'un décès, dû au jeûne et aux brimades, mais aucune confirmation n'a pu être obtenue auprès des familles. En revanche, six détenus sont morts, il y a une semaine, à la suite d'un incendie. Il semble que les détenus aient allumé eux-mêmes des feux dans cinq dortoirs, une nuit, en signe de protestation. Les victimes sont des militants du PKK, parti des travailleurs séparatiste. Le corps de l'un d'entre eux, Necmettin Buyukkaya a été rendu hier à sa famille. Les détenus ont en effet lancé, parallèlement à leur grève de la faim, un boycott des visites et ne voient plus ni parents ni avocats. Et ils refusent enfin de se rendre au tribunal pour les audiences.

Toutefois, le procès d'une centaine de membres de l'organisation culturelle révolutionnaire de l'Est (DDKD) s'est poursuivi hier en présence des accusés. Ce qui ne signifie pas pour autant une fin du mouvement : les organisations séparatistes kurdes sont hyper-divisées et les rivalités très grandes même à l'intérieur de la prison (ce dont s'empressent d'ailleurs

de profiter les autorités). Il est donc possible que la DDKD, puissante association qui a forgé l'idéologie des séparatistes, ne participe pas au mouvement.

Quelle est l'ampleur de la grève de la faim ? Difficile à dire. La situation dans les prisons turques fait l'objet d'un black-out total. Quant on sait en plus que « kurde » est un mot tabou en Turquie, on comprend que chercher à s'informer sur la prison de Diyarbakir (à 700 km d'Ankara) revient quasiment à s'attaquer à un secret d'Etat. Les avocats refusent purement et simplement d'évoquer les conditions de détention. Un journaliste local écarte toute question d'un « Je ne veux rien dire, je suis soumis à de fortes pressions ».

Malgré tout, la seule certitude c'est que « tout a recommencé comme avant », selon le cri d'alarme qu'a osé lancer le 15 janvier en plein tribunal, un prisonnier, Serdar Can. Cette témérité lui a valu d'avoir les deux jambes cassées à son retour en cellule. « Avant », c'est-à-dire avant la dernière grève de la faim en septembre dernier. A l'issue de 22 jours de jeûne suivi par la quasi-totalité de la prison (à l'exception des adolescents, des vieux et des mouchards), les prisonniers avaient obtenu d'importantes concessions. Mutation de la compagnie chargée de la surveillance des prisonniers et du directeur de l'établissement, le capitaine Esat Oktay Yildisan, de sinistre réputation. Augmentation du temps de visite, de deux à dix minutes. Autorisation de recevoir courrier, livres et vêtements. Enfin, les prisonniers avaient été gratifiés d'un bain tous les quinze jours, soit de l'eau chaude pour la première fois depuis deux ans.

Selon le témoignage d'un détenu libéré il y a un mois, ces améliorations n'ont pas duré. La torture a repris en novembre après l'arrestation de 60 militants du Parti socialiste kurde (KUK). Plusieurs groupes d'accusés ont de nouveau été interrogés au quartier général de la police. Ils en sont revenus dans « un état effroyable » et plusieurs avec les jambes brisées. Les détenus passibles de la peine de mort ou de lourdes condamnations ont été isolés dans deux dortoirs spéciaux. Comme à Istanbul et Ankara, les autorités pénitentiaires ont tenté un nouveau forcing pour faire porter l'uniforme de « bagnard » réservé aux droits communs

Les conditions de détention et la torture sont à l'origine de la grève de la faim, entamée il y a une vingtaine de jours dans la prison de Diyarbakir, où les détenus ont trouvé la mort.

à des hommes qui demandent à être considérés comme des prisonniers politiques.

Comme si cela n'était pas assez clair, poursuit cet homme qui vient d'être libéré, le nouveau directeur, le capitaine Birol, a signifié solennellement aux détenus que « les anciens règlements étaient de nouveau en vigueur ». Alors, après l'incident du parloir, les prisonniers se sont rebellés.

Cet ordre militaire d'avant la grève de la faim, Mahmut Guven l'a enduré trois ans. En septembre dernier, il a réussi à faire « sortir » un plaidoyer de 55 pages, adressé à ses juges en ces termes : « Comme vous pouvez vous en rendre compte, nous n'avons plus de dents, nous entendons mal, nous n'y voyons pas au-delà de deux mètres, nos membres ne nous portent plus. Même marcher jusqu'au micro dans la salle du tribunal nous essouffle. » Plus loin, il racon-

te comment pendant la première grève de la faim en janvier 1981, les détenus ont été battus et nourris de force. Comment, après la seconde en février 1982, quatre prisonniers se sont immolés par le feu ; comment la prison est remplie de « centaines de paralysés et de malades »

Trois autres témoignages ont également pu être connus grâce à l'exceptionnelle magnanimité de la cour qui a accepté de les consigner dans le compte-rendu d'une audience le 7 septembre dernier. L'un des trois prisonniers, Adnan Gullu, y déclare avoir « vu de ses propres yeux cinq camarades se faire enfoncer une matraque dans l'anus ». Lui, on lui « casse les dents pour l'empêcher de parler devant le tribunal ». Et le médecin qui l'a examiné en a conclu dans son rapport officiel que le détenu était « tombé de son lit ».

Corine TAOR

Le Monde

Samedi 28 janvier 1984

SIX DÉTENUS KURDES SERAIENT MORTS A LA MI-JANVIER DANS LA PRISON DE DIYARBAKIR

Ankara (AFP). — Six personnes seraient mortes, il y a une dizaine de jours, lors de graves incidents survenus dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), où les détenus, en majorité des séparatistes kurdes, ont entrepris début janvier une nouvelle grève de la faim, a-t-on appris, jeudi 26 janvier, de bonne source à Ankara.

A la mi-janvier, au cours d'une manifestation de protestation contre leurs conditions de détention, les détenus de cinq cellules ont mis le feu à leur dortoir, et six d'entre eux, appartenant tous au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation séparatiste avant le coup d'Etat de 1980) sont morts

asphyxiés, a-t-on précisé de source proche des parents des prisonniers.

Le corps d'une des victimes, Necmettin Buyukkaya, a été remis à ses parents. Les autorités militaires interdisent toute information sur cette prison où les conditions de détention sont des plus strictes.

Alors que les grévistes refusent toute visite et participation à l'audience, les différents groupes incarcérés à Diyarbakir seraient très divisés face à ce mouvement.

Plusieurs centaines de membres de l'Association culturelle démocratique et révolutionnaire (DDKD) ont comparu normalement mercredi 25 janvier devant le tribunal militaire de cette même ville.